



JAB
1225 Chêne-Bourg

Trimestriel - No 38
Décembre - Dezember
Dicembre 2012
Tirage/Auflage/Tiratura:
98'000

ligue suisse contre la vivisection schweizer liga gegen vivisektion lega svizzera contro la vivisezione

et pour les droits de l'animal - und für die rechte des tieres - e per i diritti dell'animale

LSCV
Case postale 148, 1226 Thônex / GE
T 022 349 73 37 F 022 349 19 54
www.lscv.ch
Mitgliederbeitrag / Cotisation
Membre Quota socio CHF 15.-
CCP 12-2745-6
IBAN CH38 0900 0000 1200 2745 6
BIC POFICHBEXXX

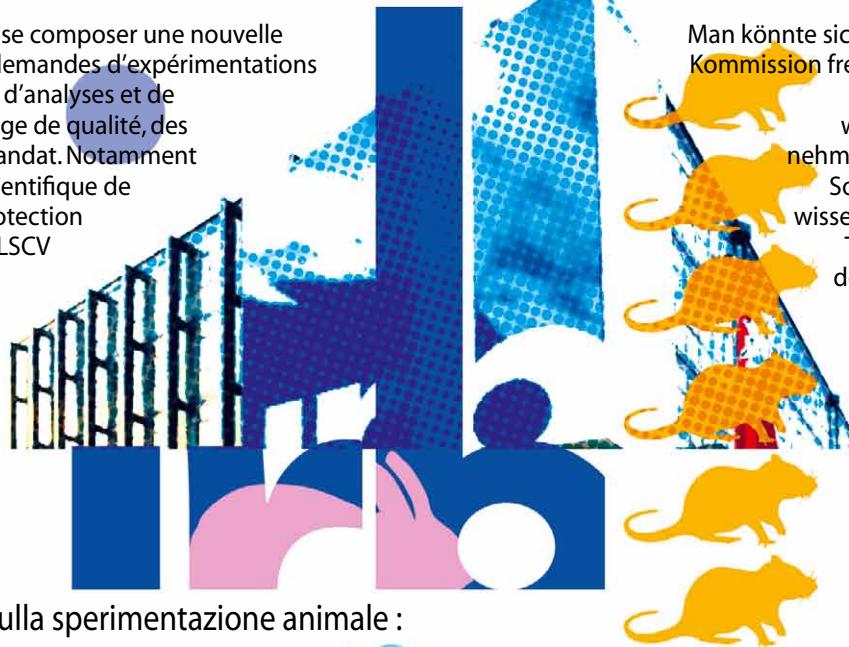
Commission tessinoise sur l'expérimentation animale :

La mascarade continue

Enfin dissoute, la commission tessinoise. Dehors, le vétérinaire cantonal, le médecin cantonal et le pharmacien cantonal qui n'avaient rien à y faire.

On pouvait se réjouir de voir se composer une nouvelle commission, où l'étude des demandes d'expérimentations animales allaient faire l'objet d'analyses et de contrôles sérieux. Comme gage de qualité, des membres investis par leur mandat. Notamment le Dr Massimo Tettamanti, scientifique de l'ATRA, représentant de la protection des animaux, soutenu par la LSCV et spécialiste des méthodes substitutives. Suite p.3

Contenu en Français,
p. 2 - 11



Commissione ticinese sulla sperimentazione animale :

E la mascherata continua

Finalmente sciolta la commissione ticinese. Fuori il veterinario cantonale, il medico cantonale ed il farmacista cantonale che non erano per niente al posto giusto.

C'era di che rallegrarsi di assistere alla costituzione di una nuova commissione, in cui l'esame delle domande di sperimentazioni animali sarebbero state oggetto di analisi e controlli seri. Come pegno di qualità, la nomina di componenti come per esempio il Dottor Massimo Tettamanti, scienziato dell'ATRA, rappresentante della protezione degli animali sostenuto dalla LSCV e specialista dei metodi sostitutivi. Segue a p.23

Contenuto in italiano, p. 22 - 31

Tessiner Tierversuchskommission:

Die Heuchelei nimmt kein Ende

Die Tessiner Kommission ist endlich aufgelöst. Rausgeflogen sind Kantonstierarzt, Kantonsarzt und Kantonsapotheke die dort nichts zu suchen hatten.

Man könnte sich über die Ernennung einer neuen Kommission freuen, welche Tierversuchsanfragen analysieren und ernsthaft prüfen will. Mitglieder die ihr Mandat ernst nehmen sind Garanten für gute Qualität. So vor allem Dr. Massimo Tettamanti, wissenschaftlicher Berater von ATRA, als Tierschutzvertreter unterstützt von der LSCV und Spezialist wenn es um tierversuchsfreie Methoden geht.

Fortsetzung S. 13

Inhalt Deutsch S. 12 - 21

Edito

Chers Membres,
Chères amies et amis de la Ligue,
Chers lectrices et lecteurs,

Comme vous pourrez le lire dans ce journal, les actions menées cette année contre les autorités cantonales n'ont pas été inutiles. Plusieurs modifications législatives sont en cours et devraient en partie résoudre les problèmes dénoncés.

Un de nos prochains objectifs vise à octroyer un droit de recours aux organisations de protection des animaux. Comme l'a rappelé la conseillère nationale Isabelle Chevalley, à ses collègues des chambres fédérales en mars passé, à l'occasion de la révision de la loi sur la protection des animaux : «Comment expliquez-vous qu'on puisse faire valoir les droits d'une prairie sèche, et pas ceux d'un animal ?» Car si le droit suisse accorde un droit de recours aux organisations de protection de la nature, aucune disposition similaire n'est prévue pour la protection des animaux.

Le Parlement a finalement refusé d'inscrire ce droit dans la loi, au motif que cela créerait des recours abusifs. Mais maintenir un système qui permet l'exécution d'expérimentations animales inutiles, sans contestation possible, n'est-ce pas aussi une situation abusive ?

Une grande partie des expériences menées en Suisse dans nos universités n'ont aucun réel intérêt pour la santé publique. Elles ne servent qu'à donner du travail aux chercheurs. Peu importe que la protéine X ait déjà été étudiée 1000 fois dans des dizaines de souches animales différentes, donnant toutes des résultats contradictoires. La seule chose capitale est de publier ses résultats pour obtenir de nouveaux fonds et recommencer encore et encore les mêmes expériences.

L'expérimentation animale tue l'innovation dans la recherche médicale et fait office d'aspirateur à subvention. Tant qu'il ne sera pas possible de contester juridiquement ces expériences, aucun financement conséquent ne sera attribué au développement de nouvelles méthodes substitutives.

Il y a pourtant un intérêt évident à modéliser des tissus et organes humains. Ce sont ces nouveaux modèles d'études qui seront à même de nous aider à mieux comprendre les phénomènes biologiques impliqués dans les maladies humaines.

Le chemin vers la suppression totale de l'expérimentation animale est encore long, mais il ne fait aucun doute que nous y arriverons. Nous vous remercions toutes et tous pour votre fidèle et constant soutien. Sans celui-ci, aucune de nos actions ne serait possible.

Nous vous souhaitons à toutes et à tous d'agréables et heureuses fêtes de fin d'année.

Le Comité

Tanti calorosi auguri per il 2013 ai nostri Soci e simpatizzanti!

Alles Gute zum 2013

*Meilleurs Vœux 2013
à tous nos Membres et
Sympathisants !*

*La suprastanza engrazia
a ses numerus comembres
e simpatisans*

Attestations de dons 2012 pour votre déclaration d'impôts

Les dons effectués à LSCV et autres organismes reconnus d'utilité publique peuvent être déduits de votre déclaration d'impôts. Les montants déductibles (généralement à partir de Fr. 100.-) sont variables selon les cantons. La LSCV ne dispose pas d'un système informatique générant automatiquement des attestations de dons. La mise en activité d'un tel système et l'envoi chaque année par courrier d'une dizaine de milliers d'attestations de dons serait trop onéreux à mettre en place, sachant que seule une petite partie de ces attestations seraient utilisées. Par contre, le secrétariat tient à jour une liste de membres ou donateurs souhaitant recevoir une attestation en début d'année. Si vous souhaitez être enregistrés sur cette liste, il suffit de nous envoyer un message ou de nous joindre par téléphone, aux jours et heures mentionnés dans l'impressum.

IMPRESSION **Ligue Suisse Contre la Vivisection**

Fondée en 1883, la LSCV est une association conforme à l'art.60 du code civil. Ses buts sont les suivants : Combattre par tous les moyens légaux jusqu'à son abolition totale, la pratique d'expériences médicales, scientifiques, militaires, industrielles ou commerciales sur les animaux vivants (vivisection). Faire reconnaître et encourager financièrement la création et le développement de toute méthode scientifique substitutive et alternative à l'expérimentation animale. Le financement de la LSCV provient uniquement de dons et legs. La LSCV ne reçoit aucun subvention des pouvoirs publics, ce qui lui garantit une totale indépendance. Reconnue d'utilité publique, la LSCV est exonérée d'impôts et les dons d'un montant supérieur à CHF 100.- qui lui sont adressés sont fiscalement déductibles. Conformément à l'article 19 de ses statuts, la LSCV ne poursuit aucun but lucratif et ses avoirs ne peuvent être employés que pour la réalisation des buts poursuivis.

Publication : Journal édité quatre fois par année. Sauf mention contraire, les articles sont rédigés par la LSCV en français et traduits. **PAO et maquette :** LSCV **Impression :** Atar Roto Presse SA, sur papier recyclé 60 gm² **Comité de rédaction :** Luc Fournier, Michèle Loisel, Max Moret

Adresse : Chemin des Arcs-en-Ciel 3, Case postale 148, CH - 1226 Thônex / GE **Le bureau est ouvert du lundi au jeudi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00, le vendredi de 9h00 à 12h00.**
T 022 349 73 37 F 022 349 19 54 - admin@lscv.ch - www.lscv.ch - **Cotisation annuelle des Membres :** Minimum CHF 15.-- **CCP 12-2745-6** - IBAN CH38 0900 0000 1200 2745 6 - BIC POFICHBEXX

12 novembre 2012 - Communiqué de presse

Commission tessinoise sur l'expérimentation animale : la mascarade continue

Enfin dissoute, la commission tessinoise. Dehors, le vétérinaire cantonal, le médecin cantonal et le pharmacien cantonal qui n'avaient rien à y faire. On pouvait se réjouir de voir se composer une nouvelle commission, où l'étude des demandes d'expérimentations animales allaient faire l'objet d'analyses et de contrôles sérieux. Comme gage de qualité, des membres investis par leur mandat. Notamment le Dr Massimo Tettamanti, scientifique de l'ATRA, représentant de la protection des animaux, soutenu par la LSCV et spécialiste des méthodes substitutives.

Sa candidature avait été présentée aux autorités en avril 2012 déjà. On savait que celles-ci cherchaient désespérément une autre candidature pouvant faire barrage au Dr Tettamanti. C'est chose faite, avec un chercheur zurichois sorti d'un chapeau avec le concours de SPA locales dont on se demande si elles ont bien compris les buts fixés par leurs statuts. Ces SPA ne sont jamais intervenues lorsque l'autorité cantonale violait la loi en matière d'expérimentation animale. Mais elles offrent leurs bons services pour empêcher la nomination du Dr Tettamanti.

Qui tire les ficelles ? Qui a intérêt à maintenir en activité une commission opaque ?

Le canton du Tessin continuera-t-il à utiliser chaque année 40'000 animaux pour seulement une trentaine d'expériences, alors que l'activité d'aucun autre canton ne peut expliquer ces chiffres ?

Le Conseil d'Etat tessinois déclarait le 5 septembre 2012 que le fonctionnement de la commission était légal, prenant pour preuve un courrier qu'il aurait reçu de l'Office vétérinaire fédéral. Le 26 octobre, l'OVF annonçait le contraire, confirmant l'illégalité de la commission tessinoise.

La Ligue suisse contre la vivisection annonce le dépôt, ce jeudi 8 novembre 2012, d'une dénonciation pénale à l'encontre du vétérinaire cantonal tessinois.

Une loi sur la protection des animaux ? Quelle loi ?

Quel est le point commun entre les autorités des cantons de Soleure, Bâle-ville, Bâle-campagne, d'Argovie ou du Tessin ? Toutes violent la loi en matière d'expérimentations animales. Dans chacun des cas, c'est un simple hasard qui a permis de mettre à jour leurs pratiques. Normal, puisque l'opacité est de mise en ce qui concerne ce domaine.

A Soleure, ce sont des oiseaux expérimentés et retrouvés mourant sur la voie publique qui nous ont permis de remonter jusqu'au chercheur et au vétérinaire cantonal. Le chercheur sera condamné en mars 2010, mais les autorités soleuroises et l'office vétérinaire fédéral (OVF) seront épargnés par le juge, bien que leurs fautes soient établies.

Pour Bâle-Ville et Argovie, c'était le communiqué de l'OVF annonçant des expériences sur les animaux pour des cosmétiques qui avait attiré notre attention. Comment était-il possible que des expériences interdites dans toute l'Union européenne soient autorisées en Suisse ? Notre dénonciation pénale a également mis à jour les infractions à la loi par les autorités et les manquements de l'OVF. Mais une fois encore, pas de condamnation.

Pour le Tessin, ce sont les statistiques publiées en juillet 2011 sur l'utilisation d'animaux pour des expériences qui nous ont interpellés. Comment ce canton fait-il pour autoriser chaque année l'utilisation de plusieurs dizaines de milliers d'animaux pour seulement quelques dizaines d'expériences ? En 2011, avec 33 expériences en cours, ce canton a utilisé 38'394 animaux, ce qui correspond à une moyenne de 1'163 animaux par expérience ! En comparant ces chiffres aux cantons connaissant une même configuration (entre-

prises pharmaceutiques et instituts de recherche public), le canton de Vaud avec 606 expériences en cours a utilisé en moyenne 121 animaux par expérience. Le canton de Genève avec 417 expériences en a utilisés 125. Le canton de Bâle-Ville, avec la présence de grosses pharmas et 726 expériences en cours, en a utilisés 263.

Commission tessinoise sur l'expérimentation animale : La grande mascarade

Surprise encore, en découvrant fin 2011 que sur les cinq membres de la commission tessinoise sur l'expérimentation animale, trois sont des employés de l'autorité cantonale. Dont le vétérinaire cantonal, alors que cela est strictement interdit par la législation. Pour le vétérinaire cantonal Tullio Vanzetti, il n'y a pas de problème. Il nous a répondu textuellement en février 2012 n'avoir jamais senti l'ombre d'une influence de l'autorité sur le travail de la commission. Un peu étrange ce vétérinaire cantonal, avec une capacité à se dédoubler hors norme. Il est l'autorité cantonale, mais il peut siéger dans sa commission sans subir l'influence de lui-même.

Autre surprise, concernant la représentante

de protection animaux au sein de la commission tessinoise, issue d'une fédération de SPA fantôme et dont personne ne semble avoir entendu parler. Tullio Vanzetti assure qu'elle effectue un très bon travail, tout en refusant de dire en quoi il consiste sous prétexte de protection des données.

La LSCV contacte toute les SPA tessinoises pour les informer de la situation. Elle appelle aussi à soutenir la candidature du Dr Massimo Tettamanti, spécialiste des méthodes substitutives et scientifiques de l'ATRA, en tant que nouveau représentant de protection des animaux au sein de la commission. Les SPA de Bellinzona (SPAB) et de Locarno (SPALV) soutiennent à leur tour Massimo Tettamanti, qui dépose officiellement sa candidature en avril 2012. Embarrassé, le Conseil d'Etat tessinois tente de rejeter cette candidature au motif que Massimo est de nationalité italienne. Absurde, aucune loi tessinoise n'exige la nationalité suisse pour ce poste, et la quasi totalité des autres commissions cantonales comprennent des chercheurs de nationalité étrangère.

Une campagne de presse est menée entre mai et août 2012, pour dénoncer la situation. Le vétérinaire cantonal est contraint de quitter sa commission, laquelle est dissoute.

Bonne nouvelle ? Le 21 septembre 2012, le directeur de la Division de la santé publique informe notre avocat tessinois que le Conseil d'Etat a nommé un nouveau représentant de protection des animaux. Il s'agit d'un vétérinaire, chercheur zurichois, fils du Président de la SPA Biasca e Valli, lequel ne s'était jamais manifesté jusqu'à lors. La mascarade continue. Le 26 octobre 2012, l'OVF confirme l'illégalité du fonctionnement, jusqu'en septembre 2012, de la commission tessinoise. La LSCV dénonce pénalement le vétérinaire cantonal tessinois le 8 novembre 2012.

Expériences sur animaux pour tester des cosmétiques en Suisse - Dénonciation pénale de la Ligue suisse contre la vivisection contre l'Autorité des cantons d'Argovie, de Bâle-ville, et l'Office vétérinaire fédéral (OVF)

Des violations de la loi, aucune sanction

Après 5 mois de procédures, le Parquet de Lenzburg-Aarau (AG) a rendu son verdict : Oui il y a bien eu une erreur de procédure. L'autorisation pour pratiquer des expérimentations animales pour tester un filtre UV a bien été délivrée par le service vétérinaire argovien sans qu'une commission n'ait délivré un préavis.

Mais bon, personne ne pensait à mal. Le vétérinaire cantonal de Bâle-Ville, accusé d'avoir volontairement soustrait la demande d'expérimentation animale à la commission s'appuie sur une disposition d'un règlement cantonal qui viole la loi depuis 1997. Sans qu'aucune instance ne relève l'ilégalité de cette procédure. La vétérinaire cantonal argovienne n'a fait que délivrer l'autorisation après avoir reçu l'accord de son homologue bâlois. Pas vraiment fautif non plus, donc.

Quant à l'OVF, on ne peut lui reprocher de n'avoir pas recouru contre l'autorisation délivrée, puisqu'il ne sait ni n'entend rien. Quand bien même il a approuvé la teneur du règlement cantonal bâlois, il n'était pas censé savoir que celui-ci serait appliqué.

En bref, de l'avis du Parquet, chacun ayant annoncé vouloir à l'avenir respecter la législation, les fautes sont considérées comme insuffisamment graves pour mériter une sanction pénale.

Après le cas du Dr Bize, où seul ce chercheur s'était vu condamné pour infraction à la loi sur la protection des animaux dans le cadre de ses expériences sur des oiseaux à Soleure, les diverses autorités administratives mises en causes s'en tirent une fois encore sans trop de mal. Sur le fond, on se fiche pas mal que l'une ou l'autre des autorités dénoncées soit pénalement condamnée. Le problème concerne plutôt le constat alarmant que les autorités chargées de faire appliquer la législation ne sont elles-mêmes pas capable d'en respecter les dispositions.

Le préavis d'une commission ? On s'en moque puisque celui-ci n'est que consultatif. Au final,

Historiquement, les commissions cantonales sur les expérimentations animales ont été créées en 1992. A cette époque, plusieurs initiatives populaires fédérales demandaient l'interdiction des expériences sur animaux. Craignant qu'elles soient adoptées par la population, le Parlement approuvait dans l'urgence plusieurs mesures pour répondre aux critiques sur les abus dans la recherche médicale.

La création de commissions cantonales, dont feront partie des représentants de protection des animaux, est l'une de celles-ci. C'est aussi à cette occasion que le Parlement accorde un droit de recours à l'OVF.

l'autorité cantonale a les mains libres pour délivrer ses autorisations. Et si l'on se trouve dans un canton tel que celui de Bâle-Ville, dans lequel l'industrie pharmaceutique représente un apport financier conséquent, la situation n'en est que plus commode.

A l'occasion de la révision de la loi sur la protection des animaux (LPA) au printemps 2012, le Parlement a refusé d'accorder un droit de recours aux organismes de protection des animaux. Au motif que le droit de recours accordé à l'OVF était suffisant.

Ce n'est donc pas encore demain que les cantons devront justifier le bien-fondé des auto-

risations délivrées. La pratique d'expériences inutiles et scandaleuses a encore de beaux jours devant elle.

« Une des législations la plus avancée au monde »

A l'occasion de la publication le 26 juin 2012, des statistiques 2011 sur les expérimentations animales, l'OVF n'a pas hésité à ressortir ses poncifs habituels :

« La législation suisse sur la protection des animaux est une des plus avancées au monde. Pour pouvoir effectuer quelque intervention ou manipulation que ce soit sur des animaux à des fins expérimentales, les chercheurs doivent déposer une demande d'autorisation auprès de l'autorité cantonale, motiver et prouver que les avantages que la société tirera de ces expériences



L'organisation et le fonctionnement des commissions cantonales sur l'expérimentation animale est fixée par la loi fédérale pour la protection des animaux (LPA) et son ordonnance (OPAn).

Selon l'article 17 LPA, la pratique de l'expérimentation animale et les expériences pouvant causer aux animaux des douleurs, maux, dommages ou les mettre dans un état d'anxiété, doivent être limitées à l'indispensable. Une expérience doit être planifiée de manière à ce que le plus petit nombre d'animaux nécessaire soit utilisé et la contrainte la plus faible possible soit infligée aux animaux (art.137 OPAn). Elle ne peut être autorisée lorsque les contraintes causées aux animaux sont disproportionnées par rapport au bénéfice escompté en termes de connaissances (art.19 LPA).

Chaque canton institue une commission pour l'expérimentation animale composée de spécialistes, indépendante de l'autorité chargée de délivrer les autorisations et dans laquelle les organisations de protection des animaux sont adéquatement représentées (art.34 LPA). Les membres des commissions ne peuvent être des collaborateurs de l'autorité cantonale qui délivre les autorisations (art.149 OPAn). L'autorité cantonale soumet les demandes d'autorisation pour les expériences sur les animaux à la commission (art.18 LPA), laquelle les examine et lui rend un préavis. L'autorité prend sa décision en tenant compte du préavis de la commission. Si sa décision va à l'encontre du préavis, elle en informe la commission en lui faisant part de ses motifs (art.139 OPAn). La commission participe au contrôle des établissements qui détiennent des animaux destinés à l'expérimentation animale et de l'exécution des expériences (art.34 LPA).

sont plus importants que leurs inconvénients. Ces demandes sont évaluées par une commission cantonale de l'expérimentation animale composée de spécialistes et de défenseurs des animaux. Comme autorité chargée de la haute surveillance de l'expérimentation animale, l'Office vétérinaire fédéral peut faire recours contre les autorisations cantonales».

Risible ? Pas tant que ça, car l'existence de ces prétendues super-commissions, composées de protecteurs des animaux, sont mises en avant par les autorités et les milieux de la recherche pour prouver à la population, que tout est contrôlé et absolument nécessaire à la recherche médicale.

Quant à la poursuite des études de toxicité pour ces filtres UV, l'OVF les présentait comme « d'une utilité incontestée pour la santé humaine (...) Initiées en 2010, ces expériences sur la répartition des filtres UV dans le corps des rats ont été poursuivies en 2011 ».

Une utilité incontestée pour la santé humaine ces filtres UV ? Pourtant, il a été impossible durant toute la procédure d'obtenir la moindre information attestant de leur réelle utilité, en regard des 28 filtres déjà existants et admis au sein de l'U.E. dans la composition des produits cosmétiques.

Quelques progrès malgré tout

Les actions pénales menées tant en Argovie qu'à Soleure n'auront pas été vaines. Du côté de l'OVF tout d'abord. Celui-ci a mis en consultation du 3 septembre au 3 décembre 2012, la révision de l'Ordonnance sur la protection des animaux (OPAn). L'ajout de l'alinéa 4a bis à l'art. 145 obligera les cantons à joindre l'avis des commissions cantonales aux autorisations délivrées. Les cantons devront également indiquer s'ils ont suivi ou non l'avis de la commission. Pour l'OVF, il s'agit d'être correctement informé pour faire usage de son droit de recours.

Ensuite, les chambres fédérales ont adopté en juin 2012 la modification de la loi sur la protection des animaux (LPA). Parmi les avancées dans le domaine des expériences sur animaux, la centralisation informatique de toutes les procédures expérimentales. Conformément au nouvel article 20c, les données seront consultables par les membres des commissions cantonales. Ces commissions ne devraient plus être mises de côté par les autorités cantonales, l'accès à cette base de données étant ouvert. La consultation, par un commissaire, d'informations relatives à une expérience similaire à celle qu'il doit préviser, mais déjà menée dans un autre canton sera possible. Ainsi que les informations sur les charges et autres données émises par les commissions. Il s'agit d'une avancée claire pour plus de transparence dans l'application de la législation.

Chronologie

29.09.2010 : Le service vétérinaire cantonal argovien délivre à un laboratoire privé une autorisation pour tester sur des animaux la toxicité d'un nouveau filtre U.V.

05.07.2011 : Publication par l'OVF des statistiques 2010 sur l'expérimentation animale. « Pour la première fois depuis longtemps, des expériences ont été effectuées pour tester des cosmétiques » annonce l'OVF.

Dans la presse, l'OVF mentionne l'utilisation de 4 rongeurs « pour tester la toxicité d'un filtre UV entrant dans la composition d'un filtre solaire ». L'expérience aurait été autorisée car « la protection contre le rayonnement ultraviolet est un enjeu de santé publique. »

26.07.2011 : La LSCV interpelle l'OVF sur la justification des expériences pour des cosmétiques. Nous posons notamment les questions suivantes : « S'il s'agissait uniquement de tester la toxicité d'un filtre UV, cette expérience était-elle justifiée en regard des art.17 et 19 al.4 LPA. En quoi ce filtre UV est différent ou d'un intérêt supérieur à ceux déjà commercialisés (art.137 al.b OPAn) ?

L'expérience a-t-elle été préavisée favorablement par la commission sur l'expérimentation animale du canton concerné ? »

23.08.2011 : Réponse de l'OVF, lequel écrit : « La législation suisse sur la protection des animaux est une des plus poussées au monde et le domaine de l'expérimentation animale est strictement réglementé. Chaque expérimentation est examinée par la commission cantonale. Les chercheurs doivent prouver que les bénéfices pour la société sont plus importants que les souffrances infligées aux animaux lors des expériences (pesée d'intérêt). Une autorisation n'aurait donc pas été attribuée dans le cadre d'une étude « purement » cosmétique. Le fait que plusieurs instances soient impliquées dans la procédure d'autorisation, assure ce contrôle mutuel. »

L'OVF annonce également que l'expérience a été autorisée par le canton d'Argovie, qu'il est prévu que d'autres animaux soient utilisés jusqu'en 2013.

24.08.2011 : La LSCV interpelle à nouveau l'OVF. Nous regrettons que l'autorité fédérale n'apporte aucune réponse pertinente et qu'en l'état, « il n'est donc pas possible de savoir si ces expériences sont conformes à la législation (art.147 al.1 OPAn). Savoir en quoi le filtre testé est différent ou d'un intérêt supérieur à ceux déjà commercialisés n'enfreint pas la protection des données. La question concerne l'évaluation et la pesée des intérêts de cette demande, et non des informations chimiques sur la substance testée ou l'entreprise mandataire de ces tests. De plus, l'OVF

n'ayant pas fait recours contre l'autorisation délivrée par l'autorité argovienne, on peut penser qu'il soutient lui aussi l'évaluation de ce canton. L'OVF peut donc fournir les informations demandées ».

Nous demandons également à nouveau la confirmation que la demande a bien été préavisée par une commission cantonale.

16.09.2011 : Réponse de l'OVF, lequel indique que les conditions légales de d'octroi de l'autorisation sont remplies. « La réalisation de l'expérience respecte les lignes directrices internationales (OECD 417), la pesée des intérêts prescrite à l'art. 19, al. 4, LPA a été consciencieusement effectuée et rédigée de manière compréhensible ». Il déclare ne pas savoir si la demande a été transmise à la commission cantonale concernée, mais part « de l'idée que le canton suit et décide en fonction des recommandations de la commission compétente ».

02.11.2011 : La LSCV interpelle le Dr Erika Wunderlin, vétérinaire cantonale d'Argovie, afin d'avoir la confirmation que la demande d'expérimentation animale a bien été soumise à la commission cantonale « comme l'exige les articles 18 et 34 LPA ».

04.11.2011 : Réponse du Dr Wunderlin qui indique que les cantons de Bâle-Ville, Bâle-campagne et Argovie disposent d'une commission conjointe.

Les demandes sont traitées par l'autorité de Bâle-ville, laquelle décide des demandes à transmettre à la commission. Puisque l'article 5, al 3 du règlement de la commission prévoit que les demandes effectuées en raison de prescriptions légales sont autorisées directement par le service vétérinaire, la demande n'a pas été communiquée à la commission. Le Dr Wunderlin justifie sa décision au motif que ces tests ont été considérés comme indispensables : « le développement de filtre solaire très efficace et présentant le moins d'effets secondaires possible relève d'une grande importance en vue de prévenir des maladies graves ».

28.11.2011 : Dans notre réponse au Dr Erika Wunderlin, nous rappelons que soumettre une demande d'expérimentation animale à une commission cantonale est une obligation légale, que l'article 18 al.3 de la loi sur la protection des animaux (LPA) ne prévoit pas d'exception. En ce sens, la décision de l'autorité cantonale viole une disposition légale. L'autorisation délivrée pour ces tests sur animaux est également choquante, puisque les expériences autorisées sont strictement interdites dans toute l'Union européenne. « De notre point de vue, l'intérêt de cette inter-

*diction est de contraindre les entreprises et Etats à consacrer les moyens suffisants aux développements de nouvelles méthodes substitutives. Il s'agira par exemple de permettre la réalisation de tests de toxicocinétique *in vitro* sur des tissus humains ou *in silico*, en lieu et place de ces absurdes tests sur des rats.*

Les risques de délocalisation de ces tests sur animaux sont aussi limités, puisque la directive de l'U.E. prévoit également l'interdiction d'importation pour des substances testées sur les animaux à partir de 2013. En permettant une exception sous prétexte de santé publique, le canton d'Argovie encourage surtout les entreprises à se satisfaire du système actuel et à pratiquer dans nos laboratoires des expériences interdites chez nos voisins européens, ce qui est particulièrement choquant. Nous rappelons aussi qu'au sein de l'U.E., 28 filtres UV sont à ce jour admis dans la composition des produits cosmétiques. « Nous avons questionné l'OVF sur l'intérêt du nouveau filtre UV testé, en regard des filtres déjà commercialisés. L'OVF s'est contenté de nous affirmer le 16 septembre 2011 que « la pesée des intérêts prescrite à l'art. 19, al.4 LPA a été consciencieusement effectuée et rédigée de manière compréhensible ». Selon votre courrier, le nouveau filtre pourrait être très efficace et induire moins d'effets secondaires. Nous souhaiterions pouvoir prendre connaissance de la pesée des intérêts effectuée et communiquée à l'OVF ».

06.12.2011 : Pas de réponse du Dr Erika Wunderlin. La LSCV mandate l'avocat Matthias Reinhart, pour dénoncer pénalement :
 1) le Dr Erika Wunderlin, vétérinaire cantonale d'Argovie, pour avoir délivré une autorisation d'expérimentation animale sans le préavis de la commission ;
 2) le Dr. Walter Zeller, vétérinaire cantonal de Bâle-Ville, pour avoir volontairement soustrait la demande d'expérimentation animale au préavis de la commission ;
 3) le Dr. Josef Schmidt, vice-directeur de l'Office vétérinaire fédéral, pour n'avoir pas recouru contre l'autorisation délivrée par le service vétérinaire argovien.

20.12.2011 : Communiqué de presse de la LSCV pour dénoncer les violations de la législation par les autorités cantonales et fédérales et annoncer les dénonciations pénales. Nous demandons également que soit admise la nullité de l'autorisation délivrée, afin que ces expérimentations animales pour les filtres UV cessent immédiatement.

21.12.2011 : La commission est réunie d'urgence par le service vétérinaire de Bâle-ville, qui lui soumet, pour préavis, la demande d'expérimentation animale pour des filtres UV.

06.01.2012 : La LSCV dénonce pénalement au Ministère public argovien Erika Wunderlin, Walter Zeller et Josef Schmidt.

06.01.2012 : Plainte de la LSCV au Département fédéral de l'économie (DFE). Il est demandé qu'une procédure administrative soit ouverte à l'encontre de Josef Schmidt, vice-directeur de l'OVF, pour n'avoir pas recouru contre l'autorisation délivrée par le service vétérinaire argovien, alors que la demande d'expérimentation animale n'avait pas été soumise au préavis d'une commission cantonale d'expérience sur les animaux. L'absence de recours est d'autant plus dommageable que l'expérience concerne l'utilisation d'animaux pour des études de cosmétiques, lesquelles sont rigoureusement interdites au sein de l'Union européenne.

11.01.2012 : Confirmation par la Confédération et le canton d'Argovie de notre dénonciation pénale, enregistrée sous le numéro 2012.277 par le ministère public argovien.

01.03.2012 : Le service juridique du Département de la santé argovien nous avise que notre demande de suspension des expériences est rejetée, la majorité des membres de la commission ayant approuvé rétrospectivement l'expérience en janvier 2012. Les autorités cantonales annoncent également que depuis le 1er janvier 2012, la totalité des demandes d'expérimentation animale sont soumises à la commission, comme l'exige la législation.

09.05.2012 : Réponse du Département fédéral de l'économie (DFE), lequel indique avoir sollicité une prise de position de l'OVF concernant la plainte. Le DFE reconnaît que la demande aurait dû être soumise à une commission, que l'OVF doit veiller à ce que la législation sur la protection des animaux soit appliquée de manière uniforme par les cantons (art.208 al.1 OPAn). Mais selon l'OVF, s'il reçoit les autorisations délivrées par les cantons, il n'a pas connaissance des décisions des commissions cantonales. Dès lors, aucun indice ne lui permettait de savoir que la commission n'avait pas été intégrée dans la procédure d'autorisation. Après son échange de communications avec la LSCV, l'OVF aurait pris contact avec le service vétérinaire argovien pour lui faire part de l'irrégularité de ses procédures. Dès lors, on ne saurait lui reprocher son absence d'intervention.

10.05.2012 : Notre avocat répond au DFE que sa prise de position dégageant la responsabilité de l'OVF est prématurée, la dénonciation pénale de la LSCV étant toujours

en suspend auprès du Parquet argovien. En cas de condamnation du Dr Schmidt, il conviendra de prendre une décision en conséquence. Le fait qu'une révision du règlement soit à l'étude ne change rien au fait que des décisions illégales aient été rendues durant plusieurs années, sans que l'OVF n'intervienne.

Notre avocat rappelle aussi la procédure initiée par la LSCV en 2008, durant laquelle l'OVF avait déjà été mis en cause dans le cas d'une autorisation d'expérimentation animale délivrée par le canton de Soleure, sans que l'expérience n'ait été préavisée par une commission. Il est inadmissible que suite à ce cas, le mode de surveillance de l'OVF n'ait pas été adapté.

10.05.2012 : Notre avocat relance le Parquet argovien, demandant que notre dénonciation déposée depuis 4 mois soit traitée prioritairement.

16.05.2012 : Le Parquet argovien rend sa décision. Il reconnaît une erreur de procédure, la commission n'ayant pas donné un préavis avant la délivrance de l'autorisation par l'autorité cantonale. Cependant, la commission ayant délivré un préavis positif par la suite, l'évaluation de la demande par l'autorité était correcte. De plus, la commission n'ayant ni droit de véto ni droit de recours contre une autorisation délivrée par l'autorité cantonale, sa décision n'aurait pu influer sur la décision de l'autorité.

Pour le Parquet, la mise en cause du Dr Erika Wunderlin et du Dr. Walter Zeller est faible, puisque même un préavis négatif de la commission n'aurait pas eu d'incidence sur la délivrance de l'autorisation. Quant au Dr Josef Schmidt, le courrier du 9 mai 2012 du DFE démontre qu'il ne pouvait savoir si la demande d'expérimentation avait fait l'objet ou non d'un préavis de la commission. En définitive, concernant les trois mis en causes, les fautes ne sont pas considérées comme suffisamment importantes pour être pénalement punies. Les frais de procédure sont à la charge de l'état.

20.07.2012 : Prise de position du DGS, Département de la santé et social (Département Gesundheit und Soziales) du canton d'Argovie, concernant la plainte du 6 janvier 2012 de la LSCV contre le Dr Erika Wunderlin. Le DGS confirme l'erreur de procédure, alors que l'expérience était en gradation 2 (expériences douloureuses) et l'illégalité du règlement cantonal en vigueur. Le DGS annonce que celui-ci est en cours de révision afin d'être conforme au droit fédéral.

Les procédures sont closes.

*Pour vos cadeaux de Noël
pensez aux*

Cosmétiques non testés sur les animaux



Le label HCS (Human Cosmetics Standard) HHPS (Humane Household Products Standard) a été lancé en 1998 par une coalition internationale d'associations de défense des animaux de divers pays de l'Union européenne et d'Amérique du Nord. Ce label est administré par la Coalition européenne pour mettre fin à l'expérimentation animale (ECEAE).

ECOVER

Certification HHPS pour Ecover

Fondé en 1980 en Belgique, Ecover est le plus important fabricant de produits écologiques de nettoyage, à usage domestique et professionnel. Ses produits sont distribués dans une quarantaine de pays. En renonçant définitivement à l'utilisation de sang de lapin pour mener certains tests *in vitro*, Ecover se conforme ainsi aux critères HHPS (Humane Household Products Standard) pour l'obtention du label. Comme toutes les autres marques HHPS, la marque Ecover sera régulièrement auditée pour assurer qu'elle respecte ses engagements, lesquels s'appliquent aussi à ses fournisseurs. L'association de protection des animaux belge Gaia, représentante de l'ECEAE en Belgique, collabore avec Ecover pour le suivi de la certification.

Comme il manquait une alternative aux marques testées sur les animaux pour les produits d'entretiens et de nettoyages distribués en Suisse, l'attribution du label HHPS à Ecover est donc bienvenue. Toute la gamme d'Ecover est maintenant couverte par le label HHPS. Il est donc possible de renoncer à financer des produits qui provoquent stress et souffrances inutiles aux animaux.

Ecover en Chine

Plusieurs marques certifiées HHPS - HCS ont perdu leur label ces derniers mois, en raison de la commercialisation de leurs produits en Chine, laquelle exige certains tests sur les animaux (voir journal n° 36 de juin 2012). Cette obligation ne concerne pas les produits ménagers qui peuvent être distribués sans contrôle supplémentaire.

LSCV - Liste de cosmétiques non testés sur les animaux

Label HCS-HHPS - Garanti sans expérimentation animale



Liste des marques labélisées HCS-HHPS et distribuées en Suisse :

Argiletz - www.argiletz.com
Avalon Organics (Alba, Avalon, Un-petroleum) - www.avalonorganics.com
Bioarômes - www.bioaromes.com
Body Shop - www.the-body-shop.ch
Centifolia (Centifolia Labio ACM) - www.centifoliabio.fr
Comptoir des Lys, Laboratoire Alvend - www.comptoirdeslys.fr
Comptoir Provencal des Argiles (Naturado, Rosalia) - www.provence-argile.com
Douces Angevines - www.doucesangevines.com
Ecover - www.ecover.com
Florame - www.florame.ch
Holistica International (Dermophytum) - www.holistica.fr
Li Cosmetic - www.licosmetic.ch
Melvita - www.melvita.ch
Montagne Jeunesse - www.montagnejeunesse.com
Paul Mitchell - www.paulmitchell.ch
Phocéenne La (Senteurs Provencales, Le Petit Olivier) - www.lepetitolivier.fr
Provida (Provida, Evergreen, Azimuth, BWC) - www.provida.de
Sanoflore - www.sanoflore.ch
Santaverde - www.santaverde.ch

Pour plus d'informations, rendez-vous
sur la page « Cosmétique » de notre site
internet www.lscv.ch

Noël sans cruauté



Compte-rendu de la réunion de l'ECEAE à Bruxelles du 17 au 19 octobre 2012

Maja Schmid a représenté la LSCV à l'occasion de la seconde réunion 2012 de la Coalition européenne pour mettre fin à l'expérimentation animale (ECEAE). Celle-ci a eu lieu à Bruxelles, capitale de la Belgique. Cette ville n'a pas été choisie au hasard, la capitale belge abritant le deuxième parlement européen. L'entrée en vigueur de l'interdiction totale des tests sur animaux pour les produits cosmétiques étant définitive en mars 2013, il était possible qu'une discussion, pour reporter l'interdiction de 10 ans, ait lieu à l'occasion de la session parlementaire bruxelloise agendée du 22 au 26 octobre 2012. Objectif de l'ECEAE : interpeller le 18 octobre les commissaires européens déjà réunis au parlement, pour les sensibiliser aux conséquences d'un report de l'interdiction.

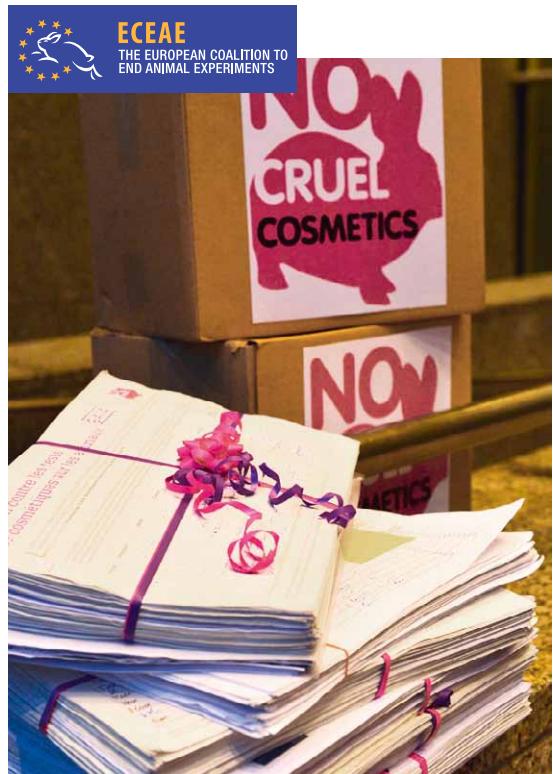
17 octobre - Budget ECEAE, Organisation et préparation de la journée du 18 octobre

La première journée a été principalement consacrée à l'organisation interne de l'ECEAE et à la journée d'actions et de lobbying du lendemain.

18 octobre - Actions « Cosmétiques sans cruauté » au parlement européen

La journée a commencé dès 8h30 avec l'organisation, par l'ECEAE au sein du parlement, d'une conférence-petit-déjeuner auxquels étaient conviés les parlementaires européens.

Le député Britannique Chris Davies, du groupe Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe, a été le premier à prendre la parole. Suivi par Nick Palmer, de la British Union for the Abolition of Vivisection (ECEAE), qui a fourni des explications sur la Directive Cosmétiques. Ensuite, Irmela Ruhdel, du Deutscher Tierschutzbund (ECEAE), a développé l'aspect éthique de l'interdiction des tests sur animaux. Katy Taylor, biologiste auprès de l'ECEAE, a conclu par un exposé sur les méthodes substitutives. Des discussions entre les délégués de l'ECEAE et les députés ont clôturé cette rencontre.



A 11h00, les 241'987 signatures récoltées dans le cadre de la campagne « Cosmétiques sans cruauté » (No Cruel Cosmetics) ont été solennellement remises par l'ECEAE à une représentante du parlement européen sur le parvis du parlement.

La manifestation «Cosmétiques sans cruauté» s'est poursuivie à 12 h avec une Flashmob dans un parc public et dans les rues de Bruxelles. Un chœur de Gospel y a chanté des textes spécialement écrits pour la manifestation. Des biscuits entièrement vegan en forme de lapin ont été distribués au public qui suivait cette manifestation avec beaucoup d'intérêt.

Parallèlement aux actions menées au parlement, les organisations membres de l'ECEAE LSCV, BUAV, Deutscher Tierschutzbund et Djurens Rätt, ont publié en leurs noms propres des annonces dans la revue du parlement, laquelle éditait plusieurs articles sur l'application de la directive cosmétique.



19 octobre - label HCS, REACH, campagne contre les transports de singes par Air France pour les laboratoires

La journée a commencé par une bonne nouvelle avec l'annonce de la certification HHPS (Humane Household Products Standard) pour la marque ECOVER, spécialisée dans les produits d'entretien ménager.

Katy Taylor a présenté un compte-rendu de son activité lors d'études de dossiers pour REACH (enregistrement, évaluation, autorisation et restriction des produits chimiques).

Des discussions ont aussi été menées concernant la campagne contre Air France qui continue de transporter des singes pour l'expérimentation animale. Les singes proviennent principalement de l'île Maurice, de l'Inde et de la Chine. Ils sont soit capturés à l'état sauvage, soit élevés dans des centres pour fournir les laboratoires.

Plusieurs actions européennes ont déjà eu lieu devant les succursales et le siège parisien d'Air France. Des actions ciblées auront lieu ces prochains mois. Outre Air France, China Southern Airlines, Continental Airlines, Philippine Airlines et Vietnam Airlines sont les dernières compagnies à accepter de transporter des primates pour la recherche.



En couverture du *Parliament magazine*, le danois Dan Jørgensen du groupe de l'Alliance Progressiste des Socialistes et Démocrates au Parlement européen.

Le député appelait la Commission européenne à respecter les souhaits des citoyens de l'UE et à mettre en application la directive cosmétique.

« L'UE a fait la promesse à ses citoyens que les vitrines des magasins seront exemptes de cosmétiques testés sur les animaux en 2013. Il est temps que cette promesse devienne réalité »



21 novembre 2012 - NEWS Parlement européen

Le commissaire européen Tonio Borg favorable au maintien de l'interdiction des tests sur animaux pour les cosmétiques

Tonio Borg a été élu ce jour au poste de commissaire européen en charge de la Santé et de la Politique des consommateurs avec 386 votes pour, 281 contre et 28 abstentions. Tonio Borg occupait ce poste par intérim depuis la démission de John Dalli le 16 octobre 2012, impliqué dans une affaire de corruption liée à l'industrie du tabac.

Questionné par les membres du Parlement européen, concernant l'interdiction dès 2013 des tests sur animaux pour les cosmétiques, Tonio Borg déclarait le 13 novembre passé être favorable à cette interdiction. Car sans y être contrainte, l'industrie ne fera pas les efforts nécessaires pour développer les méthodes substitutives, permettant de remplacer les trois derniers tests de toxicité encore autorisés.

Tonio Borg assurait encore que, s'il était élu au poste de commissaire européen en charge par de la Santé et de la Politique des consommateurs, la date butoir de 2013 pour la fin des tests serait maintenue.

Sur deux pages, l'annonce de la LSCV rappelait le manque de fiabilité des tests sur les animaux pour une application humaine. Egalement le manque de volonté et de moyens consacrés par les entreprises cosmétiques pour développer des méthodes de remplacements aux tests in vivo sur animaux : « Le choix du soutien aux développements de nouvelles méthodes substitutives est entre les mains du Parlement européen. Sans lois contraignantes, aucune amélioration de la situation n'est à envisager. Ce n'est pas aux industries de dicter les mesures de santé publique.

Nous appelons les députés du Parlement à imposer un calendrier clair aux industries, pour en finir avec les tests de toxicité sur les animaux et développer des méthodes de recherche réellement au service de la santé publique.

Nous appelons les députés du Parlement à renoncer au report de l'interdiction des tests sur animaux pour les produits cosmétiques prévu en mars 2013 ».

“Do we really look alike?,”



Animals are not biological models of people
We need new research methods that are safer and more relevant to human health

ECEAE
Swiss League against vivisection admin@eceae.ch

What research methods can replace animals?



Despite the clear need to develop replacement methods, funding remains very low. This is despite the fact that tests performed on rodents, rabbits or monkeys fail to identify substances that later prove to be toxic to humans. The chemical and cosmetics industry are largely responsible for the current inertia. They don't seem to have much interest in progressing the development of alternative methods that are more relevant for human health.

Inertia caused by manufacturers or a deliberate attempt to block progress?

The Cosmetic Directive is a typical example of how to paralyse innovation of research methods. In 2003, the European Commission had the idea to ban animal testing in cosmetics. Another surprise was the fact that the projects focused mainly on stem cell research, which is mainly carried out in the United States and China. Whereas the significance of stem cells in medical research is evident, their relevance for cosmetics is questionable. Considering the fact that a total ban on animal testing for cosmetic purposes is to come into force in 2013, a fact that is known since 2003, it is remarkable that the investment came with great delay. In August 2011, the mood changed and the European Commission decided to ban animal testing in Montreal. The seven projects financed by the fund only got started in 2012. This is a clear proof made it very unlikely that any new methods will be available in time for March 2013. This disappointing delay would only encourage companies to continue to use animal testing.

On the other hand, we already have several examples of how to use reconstituted human tissues. This is the case for example of liver cells, heart cells, hepatocytes, lung cells and 3D ocular models. Some of these human tissue models have been available for several months, while others are still in the pipeline. They would only encourage companies to continue to use animal testing.

The decision to encourage the development of new and innovative replacement methods is in the hands of the European Parliament. Without a legal imperative, no improvement of the current situation is likely to happen. We call upon all Members of the European Parliament to support the call for industry to move away from animal testing and to develop research methods that are reliable for human health.

We call upon all Members of the European Parliament to respect March 2013 as the deadline for a total ban on the marketing of animal tested cosmetic products and ingredients.

* Cosmetics Directive: EC Directive 76/768/EEC on Cosmetic Products. It is a regulation that defines what constitutes a cosmetic product and specifies the conditions under which such products may be put on the market. It also sets out rules for the protection of consumers and the environment.

** NO TESTS ON ANIMALS

Merveilleuse Mouska

Derrière les barreaux, son regard nous traversait jusqu'au plus profond de nous-mêmes. Nous avions l'impression que cette chienne venue d'un refuge d'Italie avait quelque chose à dire. Qu'elle comprenait pourquoi elle était là. Elle était confiante, certaine qu'on viendrait la chercher. Elle n'était pas du tout désorientée ni triste.

Il y a 13 ans de cela. Je l'ai montrée à des amis qui venaient de perdre leur Barbie, qu'ils avaient sauvée de la vivisection. Tout s'est passé naturellement. Mouska a remplacé Barbie dans la famille Tétaz. À l'époque, on se demandait de quelle race elle était. C'est seulement plus tard qu'on a découvert qu'elle était une pure Lagotto. Non, elle n'est pas allée aux truffes, mais elle a fait mieux que ça.

En 2004, son maître a eu les premiers symptômes de la maladie d'Alzheimer. Peu à peu, par amour, elle est devenue son guide et sans avoir rien appris. Quand il n'était pas bien, elle le poussait à sortir et à continuer les promenades au bord du lac auxquelles il l'avait habituée. Puis, il s'asseyait sur un banc, elle restait à côté de lui et le poussait à nouveau pour rentrer à la maison. Elle savait comment traverser la route et connaissait le chemin. Quelquefois, au retour, elle rentrait au restaurant de la Maladière, s'asseyait devant une table et attendait que son maître arrive pour prendre son café. Toujours avec cette calme assurance que la caractérisait. Et ce regard qui parlait ! «De miel» a dit une fois une personne en la regardant.



Grâce à elle, Michel Tétaz a pu vivre plusieurs années chez lui avec sa maladie, mais surtout rester indépendant ! Tous ceux qui ont vécu une telle épreuve peuvent comprendre ce que cela signifie. Ainsi, Madame Tétaz qui voyait partir son mari plusieurs fois par jour restait sereine tant elle faisait confiance à Mouska. Lui-même, dans ses moments de lucidité, disait aux personnes qu'il rencontrait en se promenant : «Si je ne sais plus où j'habite, elle connaît le chemin !» A la maison, il la cherchait partout, il avait besoin de la voir sans cesse, il se sentait rassuré par sa présence douce et aimante.

Ce printemps, en 2012, le mal s'est aggravé, accompagné de pertes d'équilibre. Monsieur Tétaz a dû être hospitalisé pendant 5 semaines. Les dernières de sa vie. Courte période pour une si longue maladie. Merci Mouska.

Sylvie Benoît

Constitution genevoise et chasse - suite et fin

La population genevoise a voté ce 14 octobre 2012 et approuvé à 54,1% le projet de nouvelle constitution. Peu d'enthousiasme pour ce projet, qui n'a réuni que 30% des votants. Mais peu importe, seul le résultat final restera.

Nous avions appelé la population à rejeter ce texte, lequel ouvre une brèche au retour de la chasse, interdite sur le territoire cantonal depuis 1974. Alors, à l'issue de cette votation, qu'en sera-t-il ?

L'art. 178 A de l'actuelle constitution interdit la chasse sous toutes ses formes. Son alinéa 2 dispose qu'une commission composée de représentants des milieux de la protection des animaux et de la nature puisse lever l'interdiction, sous strictes conditions.

L'article 162 de la nouvelle constitution, qui entrera en vigueur en juin 2013, dispose que la chasse est interdite, les mesures officielles de régulation de la faune sont réservées.

Pour une partie de la population, rien ne semblait devoir changer, la chasse restant interdite. Tous les partis politiques soutenant le projet de la nouvelle constitution sont aussi montés au créneau, jurant que jamais le canton ne verra réapparaître de chasseurs.

Les premiers chasseurs sortent du bois

Moins d'un mois après la votation, le 3 novembre 2012, le parti radical-libéral genevois présentait ses 10 propositions d'économies pour le budget 2013 du canton. A la tête du projet, le député Pierre Weiss. Parmi les mesures énumérées au point II, chiffre 7e : « externalisation des services des gardes-faunes ». Le député Pierre Weiss avait déjà manœuvré en 2009 au sein de la commission des finances du Grand Conseil pour supprimer le budget des gardes-faunes. Objectif annoncé : vendre 50 permis à des chasseurs pour leur faire tirer la faune genevoise et engranger ainsi Fr 100'000.- dans les caisses de l'Etat. A cette époque, la commission prévue à l'art.178A Cst avait clairement prévu les députés qu'aucune autorisation de tir ne se-

rait délivrée à des chasseurs. La motion Weiss avait été enterrée aussitôt.

Que pourrait-il se passer à l'avenir ? Il a été dit durant la campagne de votation que l'actuelle commission ne perdait aucune de ses prérogatives, qu'elle serait seulement inscrite dans une loi et plus dans la constitution. C'était assez malin de l'annoncer, car peu de votants ont vraiment saisi la nuance : la commission n'a que la compétence de lever l'interdiction de la chasse. A l'inverse, le nouvel article 162 Cst réserve de l'interdiction les mesures régulatrices de la faune. On chasse partout en Suisse sous prétexte de régulation. Sangliers, chevreuils, cerfs, blaireaux, renards etc. Et on ne fera pas différemment à Genève. Il ne sera donc plus obligatoire de passer par l'autorisation de la commission pour tirer du gibier, préaviser les mesures régulatrices n'étant plus de sa compétence.

La législation cantonale devra être adaptée aux dispositions de la nouvelle constitution dans un délai de 5 ans. Quelle sera la composition de la future commission ? Se verra-t-elle affublée de nouvelles représentations issues des milieux de la chasse et autres, comme certains le souhaitent déjà ? N'importe lequel des partis politiques représentés au Grand Conseil pourra y aller de son amendement pour formuler une commission proche de ses intérêts. Ou alors, puisque de toute façon cette commission n'aura plus qu'un pouvoir limité, pourquoi ne pas tout simplement l'oublier dans un coin ?

Les genevois(es) qui ont voté oui à la nouvelle constitution en pensant sincèrement que l'art.162 les préserveraient du retour des chasseurs se sont fait rouler dans la farine. La nouvelle constitution entrera prochainement en vigueur et il n'est plus possible de revenir en arrière.

Animalia 2012

Merci à tous les visiteurs venus nous rencontrer durant ces deux journées de stands. Grand succès pour la liste des produits cosmétiques non testés sur les animaux et l'initiative populaire fédérale « Pour la protection des grands prédateurs (ours, loup et lynx) », avec presque 2000 signatures récoltées durant le week-end du 20 et 21 octobre. Un immense merci à tous nos bénévoles, pour leur aide précieuse durant ces deux intenses journées.



19 septembre 2012 - USA



La vente du foie gras définitivement interdite en Californie

Le recours déposé par des restaurateurs et producteurs de foie gras a été balayé ce mercredi 19 septembre 2012 par un tribunal fédéral de Los Angeles. Ces derniers déclaraient anticonstitutionnelle l'interdiction entrée en vigueur le 1er juillet 2012.



La loi interdisant la vente de foie gras a été votée en 2004. Elle laissait 7 ans aux producteurs pour trouver une alternative au gavage, considéré comme une « torture ». Les restaurants servant du foie gras s'exposent à une amende de 1.000 dollars.

Recours des producteurs et restaurateurs

Quelques jours après l'entrée en vigueur de l'interdiction, le Hot's Restaurant Group de Los Angeles, l'Association des éleveurs de canards et d'oies du Québec et le producteur de foie de l'Hudson Valley à New York, entreprenaient une action en justice pour faire annuler la loi. L'avocat des restaurateurs et producteurs de foie gras estimait que la loi n'était pas claire concernant la définition du gavage, celle-ci ne fournissant aucun critère intelligible tel que le poids, le volume ou l'apport calorique, « *par lequel ceux qui nourrissent les canards peuvent déterminer jusqu'à quel point le canard a reçu plus de nourriture que le texte de loi le permet* ».

« *Sur le plan économique, l'incidence de cette interdiction n'est pas très importante. C'est plutôt un préjudice d'image (...) La Californie est un Etat faiseur de mode* » déclarait Marie-Pierre Pé, déléguée générale du Comité interprofessionnel du foie gras.

Elle dénonçait une législation votée « *sous la pression des associations de protection animale* » et évoquait une incompréhension entre l'Etat le plus peuplé des Etats-Unis et la tradition gastronomique française. « *C'est une question de choc culturel. Qui pourrait imaginer qu'en France on interdise le ketchup ou les hamburgers ?* », interrogeait-elle, pensant que la Californie ferait marche arrière, comme le maire de Chicago lorsqu'il avait interdit le foie gras en 2006 avant de revenir sur son arrêté.

• 12 septembre 2012 – Prise de position LSCV

Projet d'ordonnance sur la **déclaration des fourrures** et des produits de pelleterie

La LSCV a pris position sur le projet d'ordonnance sur la déclaration des fourrures, mis en consultation par l'Office vétérinaire fédéral (OVF) du 3 juillet au 24 septembre 2012. L'élaboration de ce texte fait suite à l'approbation par les chambres fédérales de la motion Moser (08.3675) « Obligation de déclarer les fourrures », lesquelles chargeaient le Conseil fédéral de modifier la législation afin de créer une obligation de déclarer les fourrures et les produits de la pelleterie. Cette déclaration vise à informer les consommateurs sur l'espèce animale, la provenance et le mode d'élevage des animaux utilisés pour la production de la fourrure.

La LSCV a globalement approuvé le projet et remercié l'OVF pour le travail effectué. Toutefois, trois dispositions ont fait l'objet de demande de modification.

L'article 2, let. c, al. 4, excluait de l'obligation de déclaration les fourrures issues de lapins domestiques. Nous avons contesté cette disposition pour les motifs suivants : « *La détention des lapins pose d'importants problèmes de dignité et de bien être en regard de la protection des animaux. Leurs fourrures proviennent souvent d'élevages intensifs dans lesquels la surface des cages et les conditions de vie ne répondent en rien aux besoins de ces animaux. Le public est sensible à cette situation et il est probable qu'une partie des consommateurs ne souhaiterait pas porter ce type de fourrure, notamment sous forme d'accessoires. Du fait qu'il peut être très difficile de distinguer de la vraie fourrure de lapins à de la fourrure synthétique, il est important que celle issue d'animaux fasse l'objet d'une déclaration. Ceci va également dans le sens de la Motion Moser, laquelle prenait aussi l'exemple de l'utilisation de fourrure de lapin pour exposer la problématique.* »

Les articles 4 et 5, prévoyaient que certaines fourrures puissent être libérées d'une obligation de déclaration sur leurs provenances et origines. Il s'agissait des cas où l'origine d'une fourrure ne pouvait être déterminée. Il n'était plus non plus exigé d'indiquer précisément si la peau provenait d'un élevage, de la chasse, du piégeage ou autres. Selon l'OVF, cette possibilité ne devrait pas être utilisée abusivement, car pouvant inciter le consommateur à ne pas acheter la fourrure. Nous avons vivement contesté cette disposition pour les motifs suivants : « *Nous ne partageons pas le point de vue qu'une étiquette portant la mention « pays de provenance inconnue » désavantage le marchand. Au contraire, dans certains cas, il sera commercialement plus intéressant de ne pas faire appel à la raison ou à la conscience de l'acheteur plutôt que de mentionner une provenance telle que la Chine et ses effroyables conditions de détention et d'abattages des animaux. Le marché de la fourrure en Suisse est suffisamment petit, et l'offre internationale des fournisseurs suffisamment importante, pour qu'il soit possible de s'assurer de la traçabilité des fourrures utilisées.* »

L'article 6, laissait aux fourreurs la possibilité d'indiquer uniquement la provenance des trois principales peaux utilisées dans un produit. Pour l'OVF, il s'agissait de ne pas obliger les fabricants à établir des étiquettes « d'une longueur disproportionnée ». Nous avons également contesté cette disposition : « *Toutes les fourrures composant un même produit doivent être mentionnées, et non uniquement les trois principales peaux utilisées. En premier lieu, cette disposition rendrait impossible l'exécution de l'art. 14, al. 2 LPA, lequel interdit toute importation de peaux de chiens et chats, puisqu'il ne serait pas possible d'en exclure la présence sur un produit composé de plus de trois peaux d'espèces différentes. Ce d'autant plus que les traitements infligés aux fourrures rendent, dans certains cas, impossible de définir avec certitude l'espèce animale de la fourrure analysée. De sorte que des contrôles sur ce type de produits pourraient être laborieux et peu efficaces. Ce type de produit ne représentant qu'une petite partie du marché de la fourrure, le problème lié à l'étiquetage ne devrait pas être problématique.* »

Notre prise de position a été transmise à l'OVF le 12 septembre 2012. A ce jour, l'OVF n'a pas encore rendu un rapport des prises de positions communiquées, ni fourni d'informations sur la date de l'entrée en vigueur de l'ordonnance finalisée.



Editorial

Liebe Mitglieder

Liebe Freundinnen und Freunde der Liga

Liebe Leserinnen und Leser

Wie Sie der vorliegenden Ausgabe unserer Zeitung entnehmen können, waren die Strafanzeigen, die wir dieses Jahr gegen kantonale Behörden eingereicht haben, nicht vergeblich. Verschiedene Gesetzesänderungen sind im Gang und sollten die angeprangerten Probleme teilweise lösen.

Als nächstes Ziel möchten wir erreichen, dass die Tierschutzverbände ein Verbandsbeschwerderecht erhalten. Dies ist ganz im Sinne von Nationalrätin Isabelle Chevalley, die ihren Kolleginnen und Kollegen der Eidgenössischen Räte im März dieses Jahres die Frage stellte: „Wie erklären Sie sich, dass man die Rechte einer Trockenweide, aber nicht diejenigen eines Tieres geltend machen kann?“ Während das Schweizer Recht den Naturschutzverbänden ein Verbandsbeschwerderecht einräumt, ist für den Tierschutz keine analoge Bestimmung vorgesehen.

Das Parlament weigerte sich schliesslich, ein solches Recht gesetzlich zu verankern. Es begründete dies mit der Gefahr missbräuchlicher Beschwerden. Aber ist es nicht auch ein Missbrauch, wenn es das System verunmöglicht, unnötige Tierversuche anzufechten?

Ein Grossteil der Versuche, die an den Schweizer Universitäten durchgeführt werden, ist für das Gesundheitswesen von keinerlei Interesse. Sie dienen nur dazu, den Forscherinnen und Forschern Arbeit zu vermitteln. Dabei spielt es auch keine Rolle, dass das Protein X an Dutzenden verschiedener Tierstämme mit widersprüchlichen Ergebnissen bereits tausend Mal untersucht worden ist. Hauptsache, die Resultate werden veröffentlicht, um neue Gelder zu erhalten und immer wieder die gleichen Versuche durchführen zu können.

Tierversuche würgen alle Innovationen in der medizinischen Forschung ab und verschlingen die Subventionen. Solange es rechtlich nicht möglich sein wird, solche Versuche anzufechten, wird die Entwicklung tierversuchsfreier Methoden nicht konsequent unterstützt.

Trotzdem ist es von Interesse, menschliche Gewebe und Organe nachzubilden. Diese neuen Studienmodelle können uns helfen, die biologischen Phänomene im Zusammenhang mit menschlichen Krankheiten besser zu verstehen.

Bis zur völligen Abschaffung von Tierversuchen ist es noch ein weiter Weg. Wir werden unser Ziel aber zweifellos erreichen.

Wir danken Ihnen allen für Ihre stete treue Unterstützung.
Ohne Ihre Hilfe wären unsere Aktionen nicht möglich.

Wir wünschen Ihnen allen angenehme und glückliche Feiertage.

Der Vorstand

Tanti calorosi auguri per il 2013 ai nostri Soci e simpatizzanti!

Alles Gute zum 2013

*Meilleurs Vœux 2013
à tous nos Membres et
Sympathisants !*

*La suprastonza engrazia
a ses numerus comembres
e simpatisans*

Spendenbescheinigung 2012 für Ihre Steuererklärung

Spenden an die SLGV und andere Organisationen von öffentlichem Nutzen können von Ihrer Steuererklärung abgezogen werden. Je nach Kanton sind unterschiedliche Beträge abzugsberechtigt (im Allgemeinen ab Fr. 100.-). Die SLGV verfügt über kein Informatiksystem, welches automatisch Spendenbescheinigungen erzeugt. Die Inbetriebnahme eines solchen Systems und der jährliche Versand von Zehntausenden von Spendenbescheinigungen wären zu kostspielig. Dies insbesondere in Anbetracht der Tatsache, dass nur ein kleiner Teil dieser Bescheinigungen auch tatsächlich verwendet wird. Das Sekretariat führt hingegen eine Liste mit denjenigen Mitgliedern und Gönnerinnen, die Anfang Jahr eine Spendenbescheinigung erhalten möchten. Wenn Sie sich auf einer solchen Liste eintragen wollen, senden Sie uns eine Nachricht oder telefonieren Sie uns zu den im Impressum angegebenen Zeiten.

IMPRESSION **Schweizer Liga gegen Vivisektion**

Die 1883 gegründete Schweizer Liga gegen Vivisektion (LSCV) ist ein Verein im Sinne von Art. 60 des Zivilgesetzbuches. Sie verfolgt folgende Ziele: Bekämpfung der Versuche an lebenden Tieren (Vivisektion) im medizinischen, wissenschaftlichen, militärischen, industriellen und gewerblichen Bereich. Die LSCV nutzt dabei alle gesetzlichen Mittel und strebt die Abschaffung der Tierversuche an. Förderung und Finanzierung aller alternativen wissenschaftlichen Methoden, die zur Abschaffung der Tierversuche beitragen. Die LSCV wird ausschliesslich durch Spenden und Legate finanziert. Sie erhält keinerlei Subventionen der öffentlichen Hand und ist somit vollkommen unabhängig. Als gemeinnütziger Verein ist sie von den Steuern befreit. Alle Spenden ab CHF 100.- sind steuerabzugsfähig. Gemäss Art. 19 ihrer Statuten ist die LSCV nicht gewinnorientiert. Ihr Vermögen kann nur für die angestrebten Ziele eingesetzt werden.

Publikation: Vierteljährlich erscheinende Zeitung. Ausser gegenteiligem Vermerk sind die Artikel von der LSCV verfasst auf Französisch verfasst und übersetzt. **Desktop Publishing (DTP) und**

Layout: LSCV **Druck:** Atar Roto Presse SA, auf Recycling-Papier 60 g/m² **Redaktionsvorstand:** Luc Fournier, Michèle Loisel, Max Moret

Adresse: Chemin des Arcs-en-Ciel 3, Postfach 148, CH - 1226 Thônex / GE **T** 022 349 73 37 **F** 022 349 19 54 - admin@lscv.ch - www.lscv.ch **Das Büro ist von Montag bis Donnerstag von 9.00 – 12.00 Uhr und von 14.00 – 17.00 Uhr sowie am Freitag von 9.00 – 12.00 Uhr geöffnet.** **Jahresbeitrag für Mitglieder:** mindestens CHF 15.-- **PSchKto 12-2745-6**

IBAN CH38 0900 0000 1200 2745 6 - BIC POFICHBXXX

12.november 2012 - Pressemitteilung

Tessiner Tierversuchskommission: die Heuchelei nimmt kein Ende

Die Tessiner Kommission ist endlich aufgelöst. Rausgeflogen sind Kantontierarzt, Kantonsarzt und Kantonsapotheke die dort nichts zu suchen hatten. Man könnte sich über die Ernennung einer neuen Kommission freuen, welche Tierversuchsanfragen analysieren und ernsthaft prüfen will. Mitglieder die ihr Mandat ernst nehmen sind Garanten für gute Qualität. So vor allem Dr. Massimo Tettamanti, wissenschaftlicher Berater von ATRA, als Tierschutzvertreter unterstützt von der LSCV und Spezialist wenn es um tierversuchsfreie Methoden geht.

Schon im April 2012 wurde seine Kandidatur bei den Behörden eingereicht. Es war aber klar, dass diese verzweifelt nach jemand anderem suchte um Dr. Tettamanti auszuschliessen. Das ist jetzt mit einem hervorgezauberten Zürcher Wissenschaftler und mit Hilfe lokaler Tierschutzvereine, die einmal seriös das Ziel ihres Daseins prüfen sollten, gelungen. Diese Tierschutzvereine sind nie eingeschritten während dem die kantonalen Behörden in Sachen Tierversuche gegen das Gesetz verstossen haben. Es war für sie jedoch kein Problem, die Nominierung von Dr. Tettamanti zu verhindern.

Wer zieht hier die Fäden? Wer hat ein Interesse daran, eine obskure Kommission aufrecht zu erhalten?

Werden im Kanton Tessin weiterhin jährlich 40'000 Tiere für nur ungefähr dreissig Experimente verwendet, während im Vergleich mit anderen Kantonen diese Zahlen nicht erklärt werden können?

Der Tessiner Regierungsrat hat am 5. September 2012 erklärt, dass die Funktionsweise der Kommission völlig legal sei, indem er sich auf ein Schreiben das er vom Bundesamt für Veterinärwesen (BVet) erhalten haben soll bezog. Am 26. Oktober 2012 hat das BVet das Gegenteil bekannt gegeben - es hat die Illegalität der Tessiner Kommission bestätigt.

Die Schweizer Liga gegen Vivisektion erklärt, dass sie am 8. November 2012 Strafanzeige gegen den Tessiner Kantontierarzt erstattet hat.

Ein Tierschutzgesetz? Welches Tierschutzgesetz?

Was haben die Behörden der Kantone Solothurn, Basel-Stadt, Basel-Land, Aargau und Tessin gemeinsam? Sie alle verstossen gegen das Tierschutzgesetz. In sämtlichen Fällen wurden die Vorgehensweisen rein zufällig aufgedeckt. Das ist nicht weiter erstaunlich, herrscht doch in diesem Bereich völlige Intransparenz.

In Solothurn bewogen uns Vögel, an denen Tierversuche durchgeführt und die im öffentlichen Raum tot aufgefunden wurden, dazu, bis zum Forscher und zum Kantonsveterinär vorzustossen. Der Forscher wurde im März 2010 verurteilt. Die Solothurner Behörden und das Bundesamt für Veterinärwesen (BVET) blieben vom Richter verschont, obwohl ihr Verschulden ermittelt wurde.

In den Kantonen Basel-Stadt und Aargau hatte eine Medienmitteilung des BVET, in der Tierversuche für Kosmetik angekündigt worden waren, unsere Aufmerksamkeit auf sich gelenkt. Wie kann es sein, dass in der Europäischen Union verbotene Tierversuche in der Schweiz erlaubt sind? Unsere Strafanzeige hat auch die Gesetzesverstöße der Behörden und die Verfehlungen des BVET aufgedeckt. Auch in diesem Falle kam es zu keiner Verurteilung. Im Falle des Kantons Tessin weckten die Statistiken, die im Juli 2011 zur Verwendung von Tieren für Versuche publiziert wurden, unser Interesse. Wie kommt es, dass dieser Kanton jedes Jahr die Verwendung von mehreren zehntausend Tieren bewilligt, für lediglich ein paar Dutzend Tierversuche? Für 33 laufende Versuche wurden in diesem Kanton im Jahr 2011 insgesamt 38'394 Tiere verwendet. Dies entspricht durchschnittlich 1'163 Tieren pro Versuch!

Im Vergleich zu Zahlen anderer Kantone mit einer ähnlichen Struktur (Pharmaunterneh-

men und öffentliche Forschungsinstitute), zeigte sich, dass der Kanton Waadt für 606 laufende Versuche durchschnittlich 121 Tiere verwendete. Im Kanton Genf waren es für 417 Versuche 125 Tiere und im Kanton Basel-Stadt für 726 laufende Experimente 263 Tiere, trotz der Pharmariesen.

Tessiner Tierversuchskommission: Das grosse Massaker

Ende 2011 machten wir eine weitere überraschende Entdeckung. Wir stellten fest, dass drei der fünf Mitglieder der Tessiner Tierversuchskommission bei der kantonalen Behörde angestellt sind. Dazu gehört auch der Kantonsveterinär, was von Gesetzes wegen streng verboten ist. Für den Kantonsveterinär Tullio Vanzetti stellt dies aber überhaupt kein Problem dar. Er liess uns gegenüber im Februar 2012 wörtlich verlauten, nie auch nur den geringsten Einfluss der Behörde auf die Arbeit der Kommission festgestellt zu haben. Hat dieser Kantonsveterinär die aussergewöhnliche Fähigkeit, sich aufzuteilen? Er ist die kantonale Behörde, kann aber auch der Kommission angehören, ohne unter seinen eigenen Einfluss zu geraten.

Für eine weitere Überraschung sorgt die Tierschutzvertreterin innerhalb der Tessiner Kommission, die einem Schatten-Tierschutzverband angehört und den meisten unbe-

kannt ist. Tullio Vanzetti versichert, dass sehr gute Arbeit geleistet würde, und weigert sich gleichzeitig unter dem Vorwand des Datenschutzes, offen zu legen, worin diese Arbeit denn besteht.

Die LSCV hat alle Tessiner Tierschutzverbände kontaktiert und sie über die Situation informiert. Sie unterstützt die Kandidatur von Dr. Massimo Tettamanti, Spezialist für Ersatzmethoden und Wissenschaftler bei der ATRA, als neuer Tierschutzvertreter innerhalb der Kommission. Auch die Tierschutzverbände von Bellinzona (SPAB) und Locarno (SPALV) unterstützen den Kandidaten, der sich im April 2012 offiziell um das Amt bewirbt. Der Tessiner Staatsrat kommt in Verlegenheit und versucht, die Kandidatur mit der Begründung zu verhindern, Massimo sei Italiener. Absurd, kein Tessiner Gesetz fordert für ein solches Amt die Schweizer Nationalität. Fast allen übrigen kantonalen Kommissionen gehören ausländische Forschungskräfte an.

Von Mai bis August 2012 findet eine Medienkampagne statt, um auf die Situation hinzuweisen. Der Kantontierarzt ist gezwungen, aus der Kommission auszutreten. Diese wird anschliessend aufgelöst. Alle Hoffnungen angesichts der guten Nachricht werden jedoch zunichste gemacht. Am 21. September 2012 teilt der Leiter der Gesundheitsabteilung „Divisione della salute pubblica“ unserem Tessiner Anwalt mit, der Staatsrat habe einen neuen Tierschutzvertreter ernannt. Es handelt sich um einen Tierarzt, Forscher in Zürich und Sohn des Präsidenten des Tierschutzverbandes „Biasca e Valli“, der bis anhin nie in Erscheinung getreten ist. Das Theater geht weiter. Am 26. Oktober 2012 bestätigt das BVET, die Tessiner Kommission habe bis im September 2012 auf illegale Weise funktioniert. Am 8. November 2012 reicht die LSCV gegen den Tessiner Kantonsveterinär Strafanzeige ein.

Tierversuche für Kosmetik-Tests in der Schweiz - Strafanzeige der Schweizer Liga gegen Vivisektion gegen die Behörden der Kantone Aargau und Basel-Stadt sowie das Bundesamt für Veterinärwesen (BVET)

Gesetzesverstösse ohne jegliche Sanktion

Nach einem fünfmonatigen Verfahren hat der Staatsanwalt von Lenzburg-Aarau (AG) sein Urteil gesprochen. Er räumte einen Verfahrensfehler ein. Der Kantonale Veterinärdienst Aargau hatte eine Bewilligung für Tierversuche erteilt, um einen UV-Filter zu testen, ohne dass eine Kommission ihr Gutachten dazu erteilt hatte.

Böse Absichten werden niemandem unterstellt. Der Kantonsveterinär von Basel-Stadt, der beschuldigt wurde, das Gesuch für Tierversuche der Kommission absichtlich unterschlagen zu haben, stützt sich auf eine Bestimmung des kantonalen Reglements, welches seit 1997 gegen das Gesetz verstösst. Während dieser ganzen Zeit hatte nie eine Instanz auf die Unrechtmässigkeit des Verfahrens hingewiesen.

Der Aargauer Kantonsveterinär hatte einfach seine Bewilligung erteilt, nachdem er die Zustimmung seines Basler Amtskollegen erhalten hatte. Auch er war somit unschuldig.

Dem BVET kann man nicht vorwerfen, die erteilte Bewilligung nicht angefochten zu haben, da es weder etwas weiss noch etwas hört. Obwohl es den Inhalt des Basler Reglements gutgeheissen hat, wusste es nicht, ob dieses angewandt würde.

Kurz und gut – da alle Parteien angekündigt haben, die Gesetzgebung künftig einhalten zu wollen, sind für den Staatsanwalt die Fehler nicht schwerwiegend genug, um eine Sanktion zu rechtfertigen.

Nach dem Fall von Dr. Bize, wo nur er als Foscher verurteilt wurde, weil er bei seinen Versuchen an Vögeln in Solothurn gegen den Tierschutz verstossen hatte, kommen auch im aktuellen Fall die Verwaltungsbehörden glimpflich davon. Eigentlich kann es uns egal sein, ob die eine oder andere strafrechtlich verfolgte Behörde verurteilt wird oder nicht. Das Problem liegt eher bei der alarmierenden Feststellung, dass die Behörden, welche für die Anwendung der Gesetzgebung zu sorgen haben, selber nicht in der Lage sind, die entsprechenden Bestimmungen einzuhalten.

Die kantonalen Tierversuchskommissionen wurden 1992 gegründet. Damals wurde im Rahmen verschiedener eidgenössischer Volksinitiativen gefordert, Tierversuche zu verbieten. Aus Angst, das Stimmvolk könnte diese Initiativen annehmen, verabschiedete das Parlament auf die Schnelle verschiedene Massnahmen. Damit reagierte es auf die Kritik, die bezüglich Missbrächen in der medizinischen Forschung geäussert wurde. Die Bildung kantonaler Kommissionen, denen Tierschutzwertreter angehören, gehört zu den umgesetzten Massnahmen. Bei dieser Gelegenheit räumte das Parlament dem BVET auch ein Beschwerderecht ein.

Das Gutachten einer Kommission? Wen interessiert das schon, es hat ja nur eine beratende Funktion. Im Endeffekt hat die kantonale Behörde freie Bahn, um ihre Bewilligungen zu erteilen. Und in einem Kanton wie Basel-Stadt, in dem die Pharmaindustrie einen wichtigen finanziellen Beitrag leistet, ist die Lage noch viel bequemer.

Anlässlich der Revision des Tierschutzgesetzes (TSchG) im Frühling 2012 weigerte sich das Parlament, den Tierschutzorganisationen ein Verbandsbeschwerderecht einzuräumen. Dies wurde damit begründet, das dem BVET eingeräumte Beschwerderecht reiche aus.

Somit wird es noch einige Zeit dauern, bis die Kantone nachweisen müssen, dass die erteilten Bewilligungen rechtmässig sind. Die unnötigen und skandalösen Tierversuche werden also noch eine ganze Weile anhalten.

« Eine der weltweit fortschrittlichsten Gesetzgebungen »

Anlässlich der Veröffentlichung der Tierversuchsstatistiken 2011 am 26. Juni 2012 schreckte das BVET nicht davor zurück, seine gewohnten Plättitüden von sich zu geben:

„Die Schweizer Tierschutzgesetzgebung ist weltweit eine der fortschrittlichsten. Für sämtliche Eingriffe und Handlungen an Tieren zu Versuchszwecken ist bei den kantonalen Behörden ein Gesuch einzureichen. Darin müssen die For schenden begründen und belegen, dass die Vor-



Das Tierschutzgesetz (TSchG) und die Tierschutzverordnung (TSchV) regeln die Organisation und Betriebsweise der kantonalen Tierschutzkommissionen.

Gemäss Art. 17 TSchG sind Tierversuche, die dem Tier Schmerzen, Leiden oder Schäden zufügen oder es in Angst versetzen, auf das unerlässliche Mass zu beschränken. Ein Tierversuch muss so geplant werden, dass die kleinste notwendige Anzahl Tiere eingesetzt und die geringstmögliche Belastung der Tiere angestrebt wird (Art. 137 TSchV). Er kann nicht bewilligt werden, wenn die damit für das Tier verbundenen Belastungen gemessen am erwarteten Kenntnisgewinn unverhältnismässig sind (Art. 19 TSchG).

Die Kantone bestellen je eine aus Fachleuten zusammengesetzte Kommission für Tierversuche, die von der Bewilligungsbehörde unabhängig ist und in der die Tierschutzorganisationen angemessen vertreten sind (Art. 34 TSchG). Die Mitglieder der Kommissionen dürfen keine Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter der kantonalen Bewilligungsbehörden sein (Art. 149 TSchV). Die zuständige kantonale Behörde unterbreitet Bewilligungsgesuche für Tierversuche der kantonalen Kommission für Tierversuche (Art. 18 TSchG), welche diese prüft und Antrag an die Bewilligungsbehörde stellt. Die Behörde trifft ihren Beschluss, indem sie den Antrag der Kommission berücksichtigt. Entscheidet die kantonale Behörde gegen den Antrag, so begründet sie dies gegenüber der Kommission (Art. 139 TSchV). Die Kommission wird für die Kontrolle der Versuchstierhaltung und der Durchführung der Versuche beigezogen (Art. 34 TSchG).

teile, welche die Gesellschaft aus den Tierversuchen zieht, die Nachteile durch das Leiden der Tiere während des Versuchs überwiegen. Diese Gesuche werden von einer kantonalen Tierversuchskommission beurteilt, die aus Spezialisten und Tierschützern besteht. Das Bundesamt für Veterinärwesen (BVET) übt die Oberaufsicht aus und hat das Beschwerderecht gegen die kantonalen Bewilligungen».

Merkwürdig? Nicht unbedingt. Die Behörden und Forschungskreise berufen sich nämlich auf das Vorhandensein dieser aus Tierschützern bestehenden „Super-Kommissionen“, um der Bevölkerung zu versichern, dass alles unter Kontrolle und für die medizinische Forschung absolut notwendig ist.

Was die Weiterführung der Toxizitäts-Tests für die UV-Filter anbelangt, erklärte das BVET, dass „deren Nutzen für die Gesundheit unbestritten ist (...) Diese bereits im Vorjahr begonnenen Versuche zur Verteilung der UV-Filter im Körper von Ratten wurden 2011 weiter geführt.“

Ein unbestrittener Nutzen für die Gesundheit? Während des gesamten Verfahrens hatte die LSCV auch nicht die geringste Information erhalten, die den tatsächlichen Nutzen dieser Tests im Vergleich zu den 28 Filtern bescheinigte, die bereits bestehen und innerhalb der EU bei der Zusammensetzung von Kosmetikprodukten zugelassen sind.

Trotzdem einige Fortschritte

Die in den Kantonen Aargau und Solothurn eingereichten Strafanzeigen waren nicht vergeblich. Erstens für das BVET, welches vom 3. September bis am 3. Dezember 2012 die revidierte Tierschutzverordnung (TSchV) in die Vernehmlassung schickte. Ihr Zusatz von Absatz 4bis zu Art. 145 wird die Kantone dazu zwingen, den erteilten Bewilligungen das Gutachten der kantonalen Kommissionen beizulegen. Zudem werden die Kantone angeben müssen, ob sie sich an das Gutachten der Kommission gehalten haben oder nicht. Das BVET strebt eine korrekte Information an, um sein Beschwerderecht geltend machen zu können.

Zweitens verabschiedeten die Eidgenössischen Räte im Juni 2012 das revidierte Tierschutzgesetz (TSchG). Zu den Fortschritten im Bereich der Tierversuche gehört die elektronische Zentralisierung aller Verfahren im Zusammenhang mit Tierversuchen. Gemäss dem neuen Art. 20c haben die Mitglieder der kantonalen Kommissionen Einblick in die Daten. Aufgrund dieses Zugangs zur Datenbank dürfen die Kommissionen von den Kantsbehörden künftig nicht mehr einfach beiseite geschoben werden. Kommissionsmitglieder können durch Abfragen dieser Datenbank nach Informationen über ähnliche Versuche aus anderen Kantonen wie jene die sie gerade begutachten suchen. Dasselbe gilt für Informationen über Bedingungen und andere Daten, welche die Kommissionen übermitteln. In Hinblick auf eine transparente Umsetzung der Gesetzgebung stellt dies einen klaren Fortschritt dar.

Chronologie

29.09.2010: Das Kantonale Veterinäramt Aargau erteilt einem privaten Labor eine Bewilligung, um an Tieren die Toxizität eines neuen UV-Filters zu testen.

05.07.2011: Das BVET veröffentlicht die Tierversuchsstatistiken 2010. Es lässt verlauten: «Erstmals seit langem wurden 2010 für Tests im Bereich Kometika wieder Tiere eingesetzt». Der Presse kann man entnehmen, dass gemäss dem BVET 4 Nagetiere «für toxikologische Tests eines neuen UV-Filters in einer Sonnenschutzcrème» verwendet wurden. Die Versuche seien bewilligt worden, weil «der Schutz gegen UV-Strahlen ein Thema der öffentlichen Gesundheit» darstelle.

26.07.2011: Die LSCV wendet sich bezüglich der Rechtfertigung der Tierversuche für Kosmetik an das BVET: „Wenn es nur darum ging, die Toxizität eines UV-Filters zu testen, war dieser Versuch dann aufgrund von Art. 17 und Art. 19, Abs. 4 TSchG gerechtfertigt? Inwiefern unterscheidet sich der UV-Filter von denen, die im Handel bereits vertrieben werden, oder inwiefern ist er von grösserem Nutzen (TSchV, Art. 137, Abs. b)? Hat die Tierversuchskommission des entsprechenden Kantons für diesen Versuch ein positives Gutachten erteilt?“

23.08.2011: Wir erhalten die Antwort vom BVET: «Das schweizerische Tierschutzgesetz ist weltweit eines der besten. Tierversuche sind darin streng reglementiert. Jeder Tierversuch wird von einer kantonalen Kommission begutachtet. Die Forscher müssen beweisen, dass der Nutzen für die Gesellschaft grösser ist als die den Tieren während der Versuche zugefügten Schmerzen (Güterabwägung). Eine Bewilligung wäre nicht ausgestellt worden, hätte es sich um eine «rein kosmetische» Studie gehandelt. Die Tatsache, dass mehrere Instanzen an einer Bewilligung beteiligt sind, gewährleistet die gegenseitige Kontrolle». Vom BVET erfahren wir ebenfalls, dass der Versuch vom Kanton Aargau bewilligt wurde und, dass bis 2013 weitere Tiere in dieser Versuchsreihe verwendet würden.

24.08.2011: Die LSCV wendet sich erneut ans BVET. Sie bedauert, dass die Bundesbehörde keine stichhaltige Antwort liefert und es somit „nicht möglich ist, zu wissen, ob diese Versuche der Gesetzgebung (TSchV, Art. 147, Abs. 1) entsprechen. Zu wissen, ob der getestete Filter anders oder von grösserem Nutzen ist als diejenigen, die im Handel bereits vertrieben werden, verstösst nicht gegen den Datenschutz. Die Frage betrifft die Begutachtung und Güterabwägung dieses Gesuchs und keine Informationen über die chemische Zusammensetzung der zu testenden Substanz oder dem Unternehmen, welches diese Tests in Auftrag gab. Da das BVET gegen die von der

Aargauer Behörde erteilte Bewilligung keinen Rekurs eingereicht hat, ist davon auszugehen, dass es die Bewertung dieses Kantons ebenfalls unterstützt. Das BVET kann die geforderten Informationen somit liefern.“

Darüber hinaus fordert die LSCV erneut eine Bestätigung, dass die kantonale Kommission das Gesuch positiv beurteilt hat.

16.09.2011: Antwort des BVET. Dieses erklärt, die gesetzlichen Bedingungen für die Erteilung einer Bewilligung seien erfüllt. «Bei der Durchführung dieses Versuchs werden die internationalen Richtlinien (OECD 417) eingehalten. Die Güterabwägung gemäss Art. 19, Abs. 4 TSchG erfolgte gewissenhaft und wurde auf verständliche Weise verfasst». Das BVET wisst nicht, ob das Gesuch an die entsprechende kantonale Kommission weitergeleitet worden sei. Es gehe jedoch davon aus, «dass der Kanton den Empfehlungen der zuständigen Kommission folgt und aufgrund dessen entscheidet.»

02.11.2011: Die LSCV wendet sich an die Kantonstierärztin, Dr. Erika Wunderlin. Sie soll bestätigen, dass das Gesuch der kantonalen Kommission unterbreitet worden sei, „wie dies Art. 18 und 34 TSchG fordern“.

04.11.2011: In ihrer Antwort hält Frau Dr. vet. Erika Wunderlin fest, dass die Kantone Basel-Stadt, Basel-Land und Aargau über eine gemeinsame Kommission verfügen. Die Gesuche werden von der Behörde des Kantons Basel-Stadt bearbeitet, welche über die Weiterleitung an die Kommission entscheidet. Da der Artikel 5, Absatz 3 des Reglements der Kommission für Tierversuche bestimmt, dass gesetzlich vorgeschriebene Gesuche direkt vom Veterinäramt bewilligt werden können, wurde das Gesuch keiner weiteren Kommission vorgelegt. Dr. Wunderlin begründet ihre Entscheidung damit, dass diese Versuche als unerlässlich betrachtet worden wären: «Die Entwicklung hochwirksamer UV Filter mit möglichst geringen Nebenwirkungen ist von hoher Relevanz für die Vermeidung schwerwiegender Krankheiten».

28.11.2011: In unserer Antwort an Frau Dr. vet. Erika Wunderlin weisen wir darauf hin, dass die Unterbreitung eines Gesuchs an eine kantonale Tierversuchskommission gemäss Artikel 18, Paragraph 3 des TSchG eine gesetzliche Notwendigkeit ist und keine Ausnahmen vorsehen würde. Somit verletzt die kantonale Behörde eine Gesetzesverordnung.

Die Bewilligung für diese Tierversuche ist zudem schockierend, da in der gesamten Europäischen Union solche Experimente verboten sind. „Wir sind der Ansicht, dass dieses Verbot hauptsächlich dazu dient, die Firmen und Staaten dazu zu bewegen, mehr

Mittel in die Entwicklung tierversuchsfreier Testmethoden fliessen zu lassen. Damit könnten zum Beispiel In-vitro Testmethoden in der Toxikokinetik mittels menschlichem Gewebe oder Computersimulation entwickelt werden, damit auf absurde Tests an Ratten verzichtet werden kann.

Das Risiko, dass solche Tests ins Ausland verlegt würden ist auch nur gering, da die Europäischen Richtlinien ein Importverbot ab 2013 für solche, an Tieren getesteten Substanzen vor sieht. Mit einer Ausnahmebewilligung unter dem Vorwand der Volksgesundheit unterstützt der Kanton Aargau hauptsächlich Firmen die vom aktuellen System profitieren und die in ihren Labors Versuche an Tieren durchführen die unsere europäischen Nachbarn verboten haben. Das ist sehr schockierend".

Die LSCV weist auch darauf hin, dass bei der Zusammensetzung neuer Kosmetikprodukte im Rahmen der EU bis anhin 28 UV-Filter zugelassen sind. «*Wir haben dem BVET die Frage nach dem Vorzug dieses neuen UV-Filters im Vergleich zu den bereits existierenden gestellt. Mit Schreiben vom 16. September 2011 teilte uns das BVET mit, dass «die Güterabwägung gemäss Art. 19, Absatz 4 des TSchG gewissenhaft erfolgte und auf verständliche Weise verfasst wurde». Laut Ihrem Schreiben dürfte der neue Filter «hochwirksam» sein und «möglichst geringe Nebenwirkungen» aufzeichnen. Wir würden gerne vom Inhalt der Güterabwägung wie sie dem BVET vorgelegt wurde, Kenntnis nehmen".*

06.12.2011: Keine Antwort von Dr. Erika Wunderlin. Die LSCV beauftragt Rechtsanwalt Mathias Reinhart, gegen folgende Personen eine Strafklage einzureichen:

- 1) Dr. Erika Wunderlin, Aargauer Kantonsveterinärin, weil diese ohne Gutachten der Kommission eine Bewilligung für einen Tierversuch erteilt hat;
- 2) Dr. Walter Zeller, Kantonsveterinär Basel-Stadt, weil dieser der Kommission das Gesuch absichtlich unterschlagen hat;
- 3) Dr. Josef Schmidt, Vizedirektor des BVET, weil dieser gegen die vom kantonalen Veterinäramt erteilte Bewilligung keinen Rekurs eingereicht hat.

20.12.2011: Medienmitteilung der LSCV, welche die Gesetzesverstösse der Kantons- und Bundesbehörden anprangert und die entsprechenden Strafanzeigen ankündigt. Zudem fordert sie, die erteilte Bewilligung als ungültig zu erklären, damit die Tierversuche für UV-Filter unverzüglich eingestellt werden.

21.12.2011: Das Veterinäramt des Kantons Basel-Stadt beruft die Kommission umgehend ein. Sie unterbreitet ihr das Gesuch zu den Tierversuchen für UV-Filter, damit die Kommission ein Gutachten erstellt.

06.01.2012: Die LSCV reicht bei der Aargauer Staatsanwaltschaft eine Strafklage gegen Erika Wunderlin, Walter Zeller und Josef Schmidt ein.

06.01.2012: Die LSCV reicht beim Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartement (EVD) eine Beschwerde ein. Sie fordert die Einleitung eines administrativen Verfahrens gegen Josef Schmidt, Vizedirektor des BVET, da dieser gegen die vom Kantonalen Veterinärdienst Aargau erteilte Bewilligung keinen Rekurs eingelegt hat. Die LSCV weist darauf hin, es sei unterlassen worden, das Gesuch für Tierversuche einer kantonalen Tierversuchskommission für ein entsprechendes Gutachten zu unterbreiten. Der unterlassene Rekurs sei umso schädlicher, da der Versuch die Verwendung von Tieren für Kosmetikstudien betreffe, die innerhalb der Europäischen Union streng verboten seien.

11.01.2012: Der Bund und der Kanton Aargau bestätigen die Strafanzeige der LSCV, die von der Aargauer Staatsanwaltschaft unter der Nummer 2012.277 registriert wird.

01.03.2012: Der Rechtsdienst des Aargauer Departements Gesundheit und Soziales teilt der LSCV mit, ihr Antrag auf eine Einstellung der Versuche sei abgelehnt worden. Die meisten Mitglieder der Kommission hätten den Versuch im Januar 2012 rückwirkend bewilligt. Zudem teilen die Kantonsbehörden mit, seit dem 1. Januar 2012 würden die gesamten Gesuche für Tierversuche der Kommission unterbreitet, wie dies die Gesetzgebung verlangt.

09.05.2012: Antwort des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements (EVD). Dieses teilt mit, es habe das BVET zur einer Stellungnahme bezüglich der Beschwerde aufgefordert. Das EVD gibt zu, das Gesuch hätte einer Kommission unterbreitet werden müssen. Das BVET müsse darauf achten, dass die Gesetzgebung im Tierschutzbereich von allen Kantonen einheitlich angewendet werde (Art. 208, Abs. 1, TSchV). Das BVET habe aber mitgeteilt, wenn es von den Kantonen erteilte Bewilligungen erhalte, habe es keine Kenntnis über die Beschlüsse der kantonalen Kommissionen. Deshalb verfüge es über keinerlei Indizien, die ihm nahelegen würden, dass die entsprechende Kommission nicht in das Bewilligungsverfahren einbezogen worden sei. Nach einem Briefwechsel mit der LSCV habe das BVET mit dem Kantonalen Veterinärdienst Aargau Kontakt aufgenommen und diesen auf die Unregelmässigkeiten bei seinen Verfahren hingewiesen. Man könne dem BVET somit keinen mangelnden Einsatz vorwerfen.

10.05.2012: Der Rechtsanwalt der LSCV antwortet dem EVD, seine Stellungnahme, in der es das BVET von seiner Verantwortung

entbinde, erfolge verfrüht. Die Strafanzeige der LSCV sei beim Aargauer Staatsanwalt immer noch hängig. Bei einer Verurteilung von Dr. Schmidt müsse ein entsprechender Beschluss gefasst werden. Die Tatsache, dass ein Reglement auf eine allfällige Revision hin überprüft werde, ändere nichts daran, dass während mehreren Jahren illegale Beschlüsse gefällt worden seien, ohne dass das BVET eingegriffen habe.

In seinem Schreiben weist der Rechtsanwalt auch auf das Verfahren hin, welches die LSCV im Jahr 2008 lanciert hatte. Darin habe sie die Haltung des BVET bereits in einem Fall in Frage gestellt, in dem der Kanton Solothurn eine Bewilligung erteilt habe, ohne dass der entsprechende Versuch einer Kommission für ein Gutachten vorgelegt worden sei. Es sei untragbar, dass das BVET seine Aufsichtsweise nach diesem Fall nicht angepasst habe.

10.05.2012: Der Rechtsanwalt der LSCV wendet sich erneut an die Aargauer Staatsanwaltschaft, mit der Forderung, die vor vier Monaten eingereichte Strafanzeige vorrangig zu behandeln.

16.05.2012: Die Aargauer Staatsanwaltschaft fällt ihren Beschluss. Sie räumt einen Verfahrensfehler ein, da die Kommission vor der Erteilung der Bewilligung durch die Kantonsbehörde kein Gutachten geliefert habe. Da die Kommission anschliessend jedoch ein positives Gutachten erstellt habe, habe die Behörde das Gesuch korrekt beurteilt. Zudem verfüge die Kommission weder über ein Vetorecht, noch könne sie gegen eine Bewilligung der kantonalen Behörde Rekurs einlegen. Ihre Entscheidung hätte den Behördenbeschluss somit nicht beeinflussen können. Die Staatsanwaltschaft ist von den Anschuldigungen gegen Dr. Erika Wunderlin und Dr. Walter Zeller nicht überzeugt. Sogar ein negatives Gutachten der Kommission hätte sich nicht auf die Erteilung der Bewilligung ausgewirkt. Wie das Schreiben des EVD vom 9. Mai 2012 gezeigt habe, habe Dr. Schmidt nicht wissen können, ob das Gesuch für Tierversuche von der Kommission geprüft worden sei oder nicht. Fazit - die begangenen Fehler sind nicht gravierend genug um strafrechtlich verfolgt zu werden. Die Verfahrenskosten gehen zu Lasten des Staates.

20.07.2012: Stellungnahme des Aargauer Departements Gesundheit und Soziales (DGS) zur Strafanzeige, welche die LSCV am 6. Januar 2012 gegen Dr. Erika Wunderlin eingereicht hat. Das DGS bestätigt den Verfahrensfehler, da es sich um einen Versuch mit Schweregrad 2 (schmerzhafte Versuche) gehandelt habe, und die Unrechtmässigkeit des geltenden Reglements. Das DGS erklärt, das Reglement werde derzeit revidiert, um dem Bundesrecht zu entsprechen.

Die Verfahren sind abgeschlossen.

Denken Sie bei Ihren
Weihnachtsgeschenken an

Tierversuchsfreie Kosmetika



Das HCS-Label (Human Cosmetics Standard) HHPS (Humane Household Products Standard) wurde 1998 von einer internationalen Koalition lanciert, der Tierschutzverbände aus verschiedenen Ländern der Europäischen Union sowie die Vereinigten Staaten angehören. Es wird von der Europäischen Koalition zur Beendigung von Tierversuchen (ECEAE) verwaltet.

ECOVER

HHPS-Zertifizierung für Ecover

Die im Jahr 1980 in Belgien gegründete Firma Ecover ist der wichtigste Hersteller ökologischer Reinigungsprodukte die in Haushalten und von Profis verwendet werden. Die Produkte werden in rund vierzig Ländern vertrieben. Durch den endgültigen Verzicht von Kaninchenblut, um gewisse In-vitro-Tests durchzuführen, passt sich Ecover den HHPS-Kriterien(Humane Household Products Standard) zum Erhalt des Labels an. Wie bei allen übrigen HHPS-Marken finden auch bei Ecover regelmäßige Audits statt, um sicherzustellen, dass das Unternehmen seine Verpflichtungen einhält. Diese gelten auch für seine Lieferanten. Der belgische Tierschutzverband „Gaia“, der in Belgien die ECEAE vertritt, arbeitet mit Ecover im Rahmen der Betreuung der Zertifizierung zusammen.

Bis anhin fehlte es bei den Unterhalts- und Reinigungsprodukten, die in der Schweiz vertrieben werden, an einer Alternative zu den an Tieren getesteten Marken. Die Verleihung des HHPS-Labels an Ecover wird deshalb sehr begrüßt. Inzwischen wird das gesamte Sortiment von Ecover durch das HHPS-Label abgedeckt. Somit ist es möglich, auf die Finanzierung von Produkten zu verzichten, die bei den Tieren Stress und unnötige Leiden verursachen.

Ecover in China

Verschiedene HHPS-HCS-zertifizierte Marken haben ihr Label in den letzten Monaten verloren, weil sie ihre Produkte in China vertreiben. Der asiatische Staat fordert gewisse Tierversuche (siehe Juni-Ausgabe Nr. 36 2012 unserer Zeitung). Ausgenommen sind Haushaltprodukte, die ohne weitere Kontrollen vertrieben werden können.

LSCV – Liste tierversuchsfreier Kosmetika

HCS-HHPS -Label – garantiert ohne Tierversuche



Liste der Marken mit einem HCS-HHPS -Label, die in der Schweiz vertrieben werden:

Argiletz - www.argiletz.com
Avalon Organics (Alba, Avalon, Un-petroleum) - www.avalonorganics.com
Bioarômes - www.bioaromes.com
Body Shop - www.the-body-shop.ch
Centifolia (Centifolia Labio ACM) - www.centifoliabio.fr
Comptoir des Lys, Laboratoire Alvend - www.comptoirdeslys.fr
Comptoir Provencal des Argiles (Naturado, Rosalia) - www.provence-argile.com
Douces Angevines - www.doucesangevines.com
Ecover - www.ecover.com
Florame - www.florame.ch
Holistica International (Dermophytum) - www.holistica.fr
Li Cosmetic - www.licosmetic.ch
Melvita - www.melvita.ch
Montagne Jeunesse - www.montagnejeunesse.com
Paul Mitchell - www.paulmitchell.ch
Phocéenne La (Senteurs Provencales, Le Petit Olivier) - www.lepetitolivier.fr
Provida (Provida, Evergreen, Azimuth, BWC) - www.provida.de
Sanoflore - www.sanoflore.ch
Santaverde - www.santaverde.ch

Konsultieren Sie für weitere Informationen
die Seite „Tierversuchsfreie Kosmetika“ auf
unserer Website www.lscv.ch



Weihnachten ohne Grausamkeit

Bericht über die ECEAE-Tagung in Brüssel vom 17.-19. Oktober 2012

Maja Schmid vertrat die LSCV an der zweiten Sitzung 2012 der Europäischen Koalition zur Beendigung von Tierversuchen (ECEAE). Diese fand in Brüssel statt. Die belgische Hauptstadt wurde nicht einfach zufällig ausgewählt, beherbergt sie doch das zweite Europäische Parlament. Das Gesamtverbot von Tierversuchen für Kosmetika soll im März 2013 in Kraft treten. Somit wäre es möglich, dass anlässlich der parlamentarischen Session in Brüssel, die vom 22. – 26. Oktober stattfand, eine allfällige Verschiebung des Verbots um zehn Jahre besprochen würde. Die ECEAE wollte sich am 18. Oktober deshalb an die europäischen Kommissare wenden, die bereits im Parlament anwesend waren, um sie für die Auswirkungen einer solchen Verschiebung zu sensibilisieren.

17. Oktober - Budget ECEAE, Organisation und Vorbereitung des 18. Oktober

Der erste Tag diente hauptsächlich der internen Organisation der ECEAE sowie des Aktions- und Lobbytages am 18. Oktober.

18. Oktober - Aktionen „Nein zu grausamer Kosmetik“ im europäischen Parlament

Der Tag begann um 8.30 Uhr mit einem Vortrag inklusive Frühstück, welches die ECEAE im Parlament für die europäischen Parlamentarier veranstaltete. Der britische Abgeordnete Chris Davies von der „Group of the Alliance of Liberals and Democrats for Europe“ ergriff als erster das Wort. Es folgten Nick Palmer von der „British Union for the Abolition of Vivisection“ (ECEAE), der Erklärungen zur Kosmetikrichtlinie abgab, Irmela Ruhdel, vom Deutschen Tierschutzbund (ECEAE), die sich mit dem ethischen Aspekt des Verbots von Tierversuchen befasste, und Katy Taylor, Biologin bei der ECEA, mit einem Vortrag über tierversuchsfreie Testmethoden. Diskussionen zwischen den Delegierten der ECEAE und den Abgeordneten rundeten das Treffen ab.



Um 11.00 Uhr überreichte die ECEAE einer Vertreterin des europäischen Parlaments auf dem Vorplatz die 241'987 Unterschriften, die im Rahmen der Kampagne „No Cruel Cosmetics“ („Nein zu grausamer Kosmetik“) gesammelt worden waren.

Um 12.00 Uhr ging die Veranstaltung mit einem Flashmob in einem öffentlichen Park und in den Straßen Brüssels weiter. Ein Gospelchor sang Lieder, die eigens zu dieser Gelegenheit geschrieben worden waren. Die Zuschauerinnen und Zuschauer, welche die Veranstaltung mit grossem Interesse verfolgten, erhielten vegane Biskuits in Kaninchenform. Parallel zu den Aktionen im Europäischen Parlament, veröffentlichten die ECEAE-Mitgliederorganisationen LSCV, BUAV, Deutscher Tierschutzbund und Djurens Rätt Anzeigen in ihrem eigenen Namen in der Parlamentszeitschrift, worin zusätzlich etliche Artikel auf die Umsetzung der Kosmetikrichtlinie hinwiesen.



19. Oktober - HCS-Label, REACH, Kampagne gegen den Affentransport der Air France für Laborzwecke

Dank einer Ankündigung der Zertifizierung HHPS (Humane Household Products Standard) für die Marke ECOVER, die sich auf Haushaltprodukte spezialisiert hat, begann der Tag mit einer erfreulichen Neuigkeit.

Katy Taylor berichtete von ihrer Tätigkeit bei der Prüfung von Dossiers für REACH (Registrierung, Bewertung, Zulassung und Beschränkung chemischer Stoffe). Es folgten Diskussionen zur Kampagne gegen Air France, die auch weiterhin Affen für Tierversuche transportiert. Diese stammen hauptsächlich aus Mauritius, Indien und China und werden entweder in der Wildnis gefangen oder in Zentren aufgezogen, und später an verschiedene Laboratorien geliefert.

Mehrere Aktionen fanden vor europäischen Filialen und am Hauptsitz von Air France in Paris statt. Auch in den nächsten Monaten sind zielgerichtete Aktionen angesagt.

Nebst Air France stellen China Southern Airlines, Continental Airlines, Philippine Airlines und Vietnam Airlines die letzten Fluggesellschaften dar, die Primaten für die Forschung transportieren.



Auf der Titelseite des **Parliament magazine** thront der Däne Dan Jørgensen von der Fraktion der Progressiven Allianz der Sozialisten und Demokraten im Europäischen Parlament.

Der Abgeordnete forderte die Europäische Kommission auf, die Wünsche der EU-Bürgerinnen und Bürger zu respektieren und die Kosmetikrichtlinie umzusetzen.

„Die EU hat ihren Bürgerinnen und Bürgern das Versprechen erteilt, im Jahr 2013 sämtliche an Tieren getestete Kosmetik aus den Schaufenstern der Geschäfte verschwinden zu lassen. Nun ist es an der Zeit, dieses Versprechen einzulösen.“



Das zweiseitige Inserat der LSCV wies auf die mangelnde Zuverlässigkeit von Tierversuchen und deren Übertragbarkeit auf den Menschen hin, sowie auf den mangelnden Wille und die fehlenden Mittel, welche die Kosmetikfirmen aufwenden, um Ersatzmethoden für In-vivo-Tests zu entwickeln:

„Das Europäische Parlament hat es in der Hand, sich für die Unterstützung der Entwicklung neuer Ersatzmethoden zu entscheiden. Ohne bindende Gesetze ist nicht mit einer Verbesserung der Lage zu rechnen. Es liegt nicht an den Industrien, Massnahmen im Gesundheitsbereich vorzuschreiben.“

Wir fordern die Abgeordneten des Parlaments auf, den Industrien einen klaren Zeitplan aufzuerlegen, um die Toxizitätstests an Tieren einzustellen und Forschungsmethoden zu entwickeln, die tatsächlich im Dienste des Gesundheitswesens stehen.

Wir fordern die Abgeordneten des Parlaments auf, auf eine Verschiebung des ab März 2013 gelgenden Verbots von Tierversuchen für Kosmetikprodukte zu verzichten.“



21. November 2012 - NEWS Europäisches Parlament

EU-Kommissar Tonio Borg will an einem Verbot von Tierversuchen für Kosmetik festhalten

Am 21. November wurde Tonio Borg zum EU-Kommissar für Gesundheit und Konsumentenpolitik gewählt. Die Wahl erfolgte mit 386 Ja gegen 281 Nein bei 28 Enthaltungen. Tonio Borg übte dieses Amt nach dem Rücktritt von John Dalli am 16. Oktober 2012 interimistisch aus. Dieser war in eine Korruptionsaffäre rund um die Tabakindustrie verwickelt gewesen.

Mitglieder des Europäischen Parlaments sprachen Tonio Borg auf das Verbot von Tierversuchen ab 2013 für Kosmetika an, welcher sich am 13. November dieses Jahres klar für ein Einhalten des Verbots äusserte. Ohne Zwang werde die Industrie nicht die notwendigen Bemühungen unternehmen, um Alternativmethoden zu entwickeln, welche die drei letzten noch bewilligten Toxizitäts-Tests an Tieren ersetzen sollen.

Darüber hinaus versicherte Tonio Borg, wenn er zum EU-Kommissar für Gesundheit und Konsumentenpolitik gewählt werde, wolle er am Termin 2013 zur Einstellung der Tests festhalten.

“Do we really look alike?,”

Animals are not biological models of people
We need new research methods that are safer and more relevant to human health

The Cosmetic Directive is a typical example of how parasympathetic innovation of research methods can be delayed. This is despite the fact that tests performed on rodents, rabbits or monkeys fail to identify substances that later prove to be toxic to humans. The chemical and cosmetics industry are largely responsible for the current inertia. They don't seem to have incentives in place to move the development of alternative methods forward for human health.

Inertia caused by manufacturers or a deliberate attempt to block progress?

The Cosmetic Directive is a typical example of how parasympathetic innovation of research methods can be delayed. This is despite the fact that tests performed on rodents, rabbits or monkeys fail to identify substances that later prove to be toxic to humans. The chemical and cosmetics industry are largely responsible for the current inertia. They don't seem to have incentives in place to move the development of alternative methods forward for human health.

Despite the clear need to develop replacement methods, funding remains very low. This is despite the fact that tests performed on rodents, rabbits or monkeys fail to identify substances that later prove to be toxic to humans. The chemical and cosmetics industry are largely responsible for the current inertia. They don't seem to have incentives in place to move the development of alternative methods forward for human health.

What research methods can replace animals?

Despite the clear need to develop replacement methods, funding remains very low. This is despite the fact that tests performed on rodents, rabbits or monkeys fail to identify substances that later prove to be toxic to humans. The chemical and cosmetics industry are largely responsible for the current inertia. They don't seem to have incentives in place to move the development of alternative methods forward for human health.

Inertia caused by manufacturers or a deliberate attempt to block progress?

The Cosmetic Directive is a typical example of how parasympathetic innovation of research methods can be delayed. This is despite the fact that tests performed on rodents, rabbits or monkeys fail to identify substances that later prove to be toxic to humans. The chemical and cosmetics industry are largely responsible for the current inertia. They don't seem to have incentives in place to move the development of alternative methods forward for human health.

On the other hand, we already have many examples of how to move forward. In August 2011, the mood changed at the 10th World Congress on Alternatives and Animal Welfare in Montreal. The seven projects financed by the fund only got off the ground in 2010, but they made it very unlikely that any new publications would appear in time for March 2013. This disappointing delay would only be exacerbated if the European Commission delayed its decision to ban animal testing until 2014.

The decision to encourage the development of new and innovative replacement methods is in the hands of the European Parliament. Without a legal imperative, no improvement of the current situation is likely to happen. We call upon all Members of the European Parliament to support the call for industry to end toxicity testing on animals and to develop research methods that are reliable for human health.

We call upon all Members of the European Parliament to respect March 2013 as the deadline for a total ban on the marketing of animal-tested cosmetic products and ingredients.

Wunderbare Mouska

Ihr Blick hinter den Gitterstäben traf uns bis ins Innerste. Wir hatten den Eindruck, diese aus einem Tierheim in Italien stammende Hündin wolle uns etwas sagen. Es war, wie wenn sie verstehen würde, warum sie da war. Sie war zutraulich und sicher, dass man sie holen würde. In keiner Weise wirkte sie desorientiert oder traurig.

Dreizehn Jahre sind seither vergangen. Ich habe die Hündin Freunden gezeigt, die ihre Barbie verloren, die sie von der Vivisektion errettet hatten. Alles nahm seinen natürlichen Verlauf. Mouska trat in der Familie Tétaz an die Stelle von Barbie. Damals fragten wir uns, welcher Rasse sie angehörte. Erst später entdeckten wir, dass es sich um einen reinrassigen Lagotto handelte. Trüffel ging die Hündin allerdings keine suchen – sie leistete etwas viel Besseres.

Im Jahr 2004 traten bei ihrem Herrchen die ersten Anzeichen von Alzheimer auf. Aus Liebe wurde die Hündin mit der Zeit zur Führerin von Herrn Tétaz, ohne dass sie ihre Aufgabe jemals erlernt hätte. Fühlte er sich nicht gut, forderte sie ihn zu den gewohnten Spaziergängen am Seeufer auf. Dort setzte er sich jeweils auf eine Bank. Die Hündin blieb an seiner Seite und forderte ihn später auf, nach Hause zu gehen. Sie wusste, wie sie die Strasse überqueren musste, und kannte den Weg. Manchmal suchte sie auf dem Heimweg das Restaurant bei der Maladière auf, legte sich bei einem Tisch nieder und wartete, bis ihr Herrchen kam, um seinen Kaffee zu trinken. Immer war sie die Ruhe selber. Ihr Blick sprach Bände. „Wie Honig“, sagte einmal jemand bei ihrem Anblick.



Dank seiner Hündin konnte Michel Tétaz mehrere Jahre trotz seiner Krankheit zu Hause leben und vor allem unabhängig bleiben. Alle, die eine solche Prüfung zu bestehen haben, wissen, was dies bedeutet. Frau Tétaz brauchte sich keine Sorgen zu machen wenn ihr Mann mehrmals täglich verschwand, Mouska war ja bei ihm. Er selber sagte in klaren Momenten zu den Personen, denen er auf seinen Spaziergängen begegnete: „Wenn ich nicht mehr weiss, wo ich wohne, findet sie den Heimweg.“ Zu Hause suchte er sie überall. Er musste sie ständig sehen und ihre sanfte und liebevolle Art flößte ihm Ruhe ein.

Im Frühling 2012 kamen zu der Krankheit noch Gleichgewichtsprobleme dazu. Herr Tétaz wurde ins Krankenhaus eingeliefert wo er die letzten fünf Wochen seines Lebens verbrachte. Eine kurze Zeit für eine so lange Krankheit. Herzlichen Dank, Mouska.

Sylvie Benoît

Genfer Verfassung und Jagd - Fortsetzung und Schluss

Am 14. Oktober 2012 stimmte die Genfer Bevölkerung über den Entwurf ihrer neuen Verfassung ab und hiess diesen mit 54,1 % gut. Die Begeisterung über den Entwurf, zu dem nur 30 % des Stimmvolks Stellung nahm, hielt sich in Grenzen. Nichtsdestotrotz ist nur das Schlussresultat von Bedeutung.

Wir forderten die Bevölkerung auf, diesen Text abzulehnen. Er schafft eine Lücke, die eine Rückkehr zur Jagd ermöglicht, welche im Kanton Genf seit 1974 verboten ist. Wie wird das Szenario also nach dem Ausgang dieser Abstimmung aussehen? Art. 178 der bestehenden Verfassung verbietet die Jagd in all ihren Formen. Abs. 2 verfügt, dass eine aus Vertretern der Tier- und Naturschutzkreise bestehende Kommission das Verbot unter strengen Bedingungen aufheben kann. Mit Art. 162 der neuen Verfassung, die im Juni 2013 in Kraft treten wird, bleibt das Jagdverbot bestehen, aber offizielle Massnahmen zur Regulierung der Fauna bleiben vorbehalten. Ein Teil der Bevölkerung hatte das Gefühl, nichts würde sich ändern, da die Jagd auch weiterhin verboten bleibt. Auch alle politischen Parteien, die den Entwurf der neuen Verfassung unterstützten, sind auf die Barrikaden gestiegen und haben beteuert, im Kanton würden nie mehr Jäger auftreten.

Die ersten Jäger treten in Erscheinung

Am 3. November 2012, also weniger als einen Monat nach der Abstimmung, reichte die Genfer FDP zehn Sparvorschläge für das Budget 2013 des Kantons ein. In vorderster Front positioniert sich Pierre Weiss. Zu den Massnahmen, die unter Punkt II, Ziffer 7e aufgeführt sind, gehört die „Ausgliederung der Wildpflege“. Schon 2009 hatte sich Grossrat Pierre Weiss im Rahmen der Finanzkommission des Grossen Rates dafür eingesetzt, das Budget für die Wildhüter aufzuheben. Dabei verfolgte er das Ziel, fünfzig Jagdbewilligungen zu verkaufen, um die Genfer Fauna abschiessen zu lassen. Dies sollte den Staatskassen Fr. 100'000.- bescheren. Damals hatte die unter Art. 178A der Genfer Verfassung vorgesehene Kommission die Abgeordneten klar gewarnt, die Jäger würden keine Abschussbewilligung erhalten. Die Motion Weiss wurde daraufhin umgehend begraben.

Animalia 2012

Herzlichen Dank allen Besucherinnen und Besuchern, die uns während diesen beiden Tagen an unserem Stand aufgesucht haben. Grossen Anklang fand unsere Liste tierversuchsfreier Kosmetika sowie die Eidgenössische Volksinitiative „Für den Schutz der Grossraubtiere (Bär, Wolf und Luchs)“ die am Wochenende vom 20. und 21. Oktober 2012 von rund zweitausend Personen unterschrieben wurde. Herzlichen Dank allen freiwilligen Helfern für ihre wertvolle Mitarbeit an diesen beiden arbeitsintensiven Tagen.

Was könnte künftig geschehen? Während der Abstimmungskampagne wurde gesagt, die bestehende Kommission werde keines ihrer Vorrechte verlieren. Statt wie bisher in der Verfassung sei sie künftig einfach in einem Gesetz verankert. Diese Ankündigung war recht schlau, da nur wenige Stimmbürgerinnen und Stimmbürger die bestehende Nuance auch tatsächlich erfassten: die Kommission ist nur befugt, das Jagdverbot aufzuheben. Aufgrund des neuen Artikels 162 der Verfassung sind die Massnahmen zur Regulierung der Fauna hingegen vom Verbot ausgeschlossen. In der ganzen Schweiz wird unter dem Vorwand der Regulierung gejagt. Betroffen sind Wildschweine, Rehe, Hirsche, Dachse, Füchse usw. In Genf wird dies genau gleich sein. Somit wird zur Erlegung des Wildes keine Bewilligung der Kommission mehr erforderlich sein, da die Vorankündigung der Regulierungsmassnahmen nicht mehr in deren Zuständigkeitsbereich fällt.

Die kantonale Gesetzgebung wird innert einer fünfjährigen Frist den Bestimmungen der neuen Verfassung angepasst werden müssen. Wie wird die künftige Kommission zusammengesetzt sein? Wird sie neue Vertreter der Jagdkreise und ähnlicher Interessengemeinschaften aufweisen, wie einige bereits wünschen? Jede politische Partei, die im Grossen Rat vertreten ist, wird auf eigene Faust eine ihren Interessen nahestehende Kommission bilden können. Diesbezüglich stellt sich aber auch die Frage, ob man eine solche Kommission nicht genauso gut vergessen kann, da sie ja sowieso nur eine beschränkte Machtbefugnis ausüben kann...

Die Genferinnen und Genfer, die der neuen Verfassung zugestimmt haben, weil sie dachten, Art. 162 würde sie vor einer Rückkehr der Jäger bewahren, wurden reingelegt. Die neue Verfassung wird demnächst in Kraft treten und ein Rückzug ist nicht mehr möglich.



19. September 2012 - USA



Verkauf von Foie gras in Kalifornien definitiv verboten

Am Mittwoch, den 19. September 2012, lehnte ein Bundesgericht in Los Angeles die Beschwerde der Wirsche und Hersteller von Foie gras ab. Nach Ansicht der Beschwerdeführer verstieß das am 1. Juli 2012 in Kraft getretene Verbot gegen die Verfassung.



Über das Gesetz, welches den Verkauf von Foie gras verbot, war 2004 abgestimmt worden. Es liess den Herstellern sieben Jahre Zeit, um eine Alternative zum Stopfen zu finden, das als „Folter“ betrachtet wird. Wirsche, die Foie gras servieren, riskieren eine Busse von tausend Dollar.

Beschwerde der Hersteller und Wirsche

Einige Tage nach dem Inkrafttreten des Verbots setzten sich die «Hot Restaurant Group» aus Los Angeles, die «Association des éleveurs de canards et d'oies du Québec» und der Foie-gras-Hersteller «Hudson Valley» im amerikanischen Bundesstaat New York vor Gericht dafür ein, das Gesetz aufheben zu lassen. Der Anwalt der Wirsche und Foie-gras-Hersteller war der Ansicht, das Gesetz definiere den Begriff „Stopfen“ nicht genau und liefe kein verständliches Kriterium wie Gewicht, Volumen oder Kalorienzufuhr. „Dadurch können diejenigen, welche die Enten füttern, bestimmen, inwiefern die Ente mehr Nahrung erhalten hat, als der Gesetzestext erlaubt.“

„In wirtschaftlicher Hinsicht hat dieses Verbot keine allzu grosse Auswirkung. Es stellt eher einen Imageschaden dar (...). Kalifornien ist ein Trendsetter-Staat“, erklärte Marie-Pierre Pé, Sprecherin des Berufsverbandes der Foie-gras-Erzeuger.

Sie prangerte eine Gesetzgebung an, die „unter dem Druck der Tierschutzverbände“ entstand und wies auf ein Unverständnis zwischen dem bevölkerungsreichsten Staat der Vereinigten Staaten und der französischen Gastronomie-Tradition hin. „Dabei geht es um einen Kulturschock. Wer könnte sich vorstellen, dass in Frankreich Ketchup oder Hamburger verboten würden?“, fragte sie. Damit spekulierte sie darauf, Kalifornien würde einen Rückzieher machen, wie dies bereits der Bürgermeister von Chicago tat. Dieser hatte Foie gras im Jahr 2006 verboten, das Verbot aber anschliessend wieder rückgängig gemacht.

12. September 2012 – Stellungnahme LSCV

Entwurf der Verordnung über die Deklaration von Pelzen und Pelzprodukten

Die LSCV nahm zum Entwurf der Verordnung über die Deklaration von Pelzen und Pelzprodukten Stellung, den das Bundesamt für Veterinärwesen (BVET) vom 3. Juli bis am 24. September 2012 in die Vernehmlassung schickte. Dieser Text wurde erarbeitet, nachdem die Eidgenössischen Räte die Motion Moser (08.3675), „Deklarationspflicht für Pelze“ angenommen hatten. Sie beauftragten den Bundesrat damit, die Gesetzgebung zu ändern, um eine Deklarationspflicht für Pelze und Pelzprodukte zu schaffen. Die Konsumenten sollen dank der Deklarationspflicht Klarheit über die Haltungsform, die Herkunft sowie die Art der Tiere erhalten, welche für die Pelzherstellung verwendet werden.

Die LSCV hiess den Entwurf insgesamt gut und dankte dem BVET für die geleistete Arbeit. Zu drei Bestimmungen reichte sie jedoch Änderungsanträge ein.

Artikel 2, Buchstabe c, Abs. 4 schloss die Deklarationspflicht für Pelze von Hauskaninchen aus. Wir haben diese Bestimmung aus folgenden Gründen angefochten: „Das Halten von Hauskaninchen ist in Hinblick auf den Tierschutz bezüglich Würde und Wohlbefinden mit grossen Problemen verbunden. Die Pelze dieser Tiere stammen oft aus Massentierhaltungen, bei der Käfigfläche und Haltungsbedingungen in keiner Weise den Bedürfnissen dieser Tiere entsprechen. Die Öffentlichkeit reagiert sensibel auf diese Situation und es ist wahrscheinlich, dass ein Teil der Verbraucher solche Pelze insbesondere in Form von Accessoires nicht tragen möchte. Da echter Kaninchenpelz manchmal nur schwerlich von synthetischem Pelz zu unterscheiden ist, muss für denjenigen, der von Tieren stammt, eine Deklarationspflicht gelten. Dies ist ganz im Sinne der Motion Moser, welche die Verwendung von Kaninchenpelz als Beispiel nahm, um die Problematik aufzuzeigen.“

Artikel 4 und 5 sahen vor, dass gewisse Pelze von der Deklarationspflicht bezüglich ihrer Herkunft ausgeschlossen werden können. Es handelt sich dabei um Fälle, bei denen sich die Herkunft nicht zuordnen lässt. Zudem wurde auf die Forderung verzichtet, genau anzugeben, ob das Fell aus einer Zucht, Jagd oder Fallenjagd beziehungsweise aus einer anderen Art der Gewinnung stammt. Gemäss dem BVET sollte diese Möglichkeit nicht missbräuchlich genutzt werden, da sie die Konsumenten dazu bewegen könnte, den Pelz nicht zu kaufen. Wir haben diese Bestimmung aus folgenden Gründen angefochten: „Wir teilen den Standpunkt nicht, dass eine Etikette mit der Aufschrift „Herkunft unbekannt“ den Händler benachteiligt. Vielmehr wird es in gewissen Fällen aus kommerzieller Sicht interessanter sein, nicht an die Vernunft oder das Gewissen des Käufers zu appellieren, statt beispielsweise China mit seinen schrecklichen Halte- und Schlachtbefindungen als Herkunftsland anzugeben. Der Schweizer Pelzmarkt ist klein genug und das internationale Angebot der Lieferanten ausreichend, um die Rückverfolgbarkeit der verwendeten Pelze zu ermöglichen.“

Artikel 6 überliess den Pelzhändlern die Möglichkeit, nur die Herkunft der drei Felle mit dem grössten Fellanteil am Produkt anzugeben. Das BVET wollte damit die Hersteller nicht nötigen, Etiketten mit „unverhältnismässiger Länge“ anzubringen. Wir haben auch diese Bestimmung angefochten: „Alle verwendeten Pelze an ein und demselben Produkt sind zu deklarieren, nicht nur die drei mit dem grössten Fellanteil. Diese Bestimmung wäre im Widerspruch zu Art. 14, Abs. 2 TSchG, der die Einfuhr von Hunde- und Katzenfellen verbietet, da sich das Vorkommen eines solchen Felles bei einem Produkt, das sich aus mehr als drei Fellen verschiedener Arten zusammensetzt, nicht ausschliessen lässt. Dies umso mehr, da sich in gewissen Fällen die Tierart des untersuchten Pelzes aufgrund der Pelzverarbeitung nicht genau angeben lässt. Entsprechende Produktkontrollen könnten somit aufwändig und wenig effizient sein. Da diese Produktart nur einen kleinen Teil des Pelzmarktes ausmacht, sollte die Etikettierung kein Problem darstellen.“

Wir reichten unsere Stellungnahme am 12. September 2012 beim BVET ein. Bis anhin hat dieses weder einen Bericht zu den Stellungnahmen verfasst, noch über das Inkrafttreten der Verordnung in ihrer endgültigen Form informiert.



Edito

Care Socie, Cari Soci,
Care amiche e cari amici della Lega,
Care lettrici e cari lettori,

Come potrete leggere sul presente numero del nostro giornale, le azioni portate avanti quest'anno contro le autorità cantonali non sono state vane. Diverse modifiche legislative sono in corso e dovrebbero almeno in parte risolvere i problemi denunciati.

Uno dei nostri prossimi obiettivi è la concessione di un diritto di ricorso alle organizzazioni di protezione degli animali. Come richiamato dalla consigliera nazionale Isabelle Chevalley ai suoi colleghi delle camere federali lo scorso mese di marzo, in occasione della revisione della legge sulla protezione degli animali «Come spiegate che si possano far valere i diritti di una prateria secca, e non quelli di un animale?»

Infatti se il diritto svizzero concede un diritto di ricorso alle organizzazioni di protezione della natura, nessuna disposizione paragonabile è prevista per la protezione degli animali.

Il Parlamento, per finire, ha rifiutato di iscrivere questo diritto nella legge sostenendo che darebbe luogo a ricorsi abusivi. Ma mantenere un sistema che consente di svolgere sperimentazioni animali inutili, senza alcuna possibilità di contestarle, non è una situazione abusiva?

Gran parte degli esperimenti svolti in Svizzera nei nostri atenei non presenta alcun interesse reale per la salute pubblica. Servono soltanto a dare lavoro ai ricercatori. Poco importa che la proteina X sia già stata studiata un migliaio di volte in decine di stirpi animali diverse, dando risultati contraddittori. L'unica cosa di importanza capitale è pubblicare i propri risultati per ottenere nuovi fondi e ricominciare eternamente gli stessi esperimenti.

La sperimentazione animale uccide l'innovazione nella ricerca medica, e funge da aspiratore di sovvenzioni. Fintanto che non sarà possibile contestare legalmente questi esperimenti, nessun finanziamento importante sarà mai elargito per lo sviluppo di nuovi metodi sostitutivi.

Eppure c'è un interesse evidente a modellizzare tessuti ed organi umani. Sono questi nuovi modelli di studio che ci aiuteranno a capire meglio i fenomeni biologici coinvolti nelle patologie umane.

Il cammino verso l'abolizione totale della sperimentazione animale è ancora lungo, ma non abbiamo dubbi che ce la faremo.

Vi ringraziamo per il vostro fedele e costante sostegno
senza il quale nessuna delle nostre azioni sarebbe possibile.

Vi inviamo i nostri più calorosi auguri
di buone feste.

Il Comitato

*Meilleurs Vœux 2013 à tous nos
Membres et Sympathisants!*

Alles Gute zum 2013

*Tanti calorosi auguri
per il 2013 ai nostri
Soci e simpatizzanti!*

*La suprastanza engrazia
a ses numerus comembres
e simpatisans*

Attestati di doni 2012 per la dichiarazione dei redditi

I doni effettuati alla LSCV ed altri organismi riconosciuti di pubblica utilità possono essere detratti dalla vostra dichiarazione dei redditi. Gli importi deducibili (generalmente a partire da Fr. 100.-) sono variabili a dipendenza dei cantoni. La LSCV non dispone di un sistema informatico che genera automaticamente attestati di doni. L'attivazione di questo tipo di sistema e l'invio ogni anno per posta di una decina di migliaia di attestati di doni sarebbero troppo onerosi, tanto più che soltanto una piccola parte di questi attestati sono di fatto utilizzati.

La segreteria aggiorna regolarmente un elenco di soci o donatori che desiderano ricevere un attestato all'inizio dell'anno. Se desiderate essere registrati su questo elenco, basta inviarci un messaggio o telefonarci, i giorni e le ore indicati nell'impressum.

IMPRINTUM Lega svizzera contro la vivisezione

Fondata nel 1883, la LSCV è un'associazione ai sensi dell'art.60 del codice civile. Persegue i seguenti obiettivi: Combattere con tutti i mezzi legali, fino alla sua abolizione totale, la pratica di esperimenti medici, scientifici, militari, industriali o commerciali sugli animali vivi (vivisezione). Far riconoscere ed incoraggiare finanziariamente la messa a punto e lo sviluppo di tutti i metodi scientifici sostitutivi ed alternativi alla sperimentazione animale. Il finanziamento della LSCV proviene esclusivamente da doni e lasciti. La LSCV non riceve alcun sussidio da parte dei poteri pubblici, motivo per cui gode di una totale indipendenza. Riconosciuta di pubblica utilità, la LSCV è esente da imposte ed i doni superiori a CHF 100.-che le sono rivolti, possono essere detratti fiscalmente. Conformemente all'articolo 19 dei suoi statuti, la LSCV non ha scopo di lucro ed i suoi averi possono essere utilizzati esclusivamente per il conseguimento degli obiettivi perseguiti.

Pubblicazione: Giornale trimestrale. Salvo indicazione contraria, gli articoli sono redatti dalla LSCV in francese e tradotti. **PAO e maquette :** LSCV **Tipografia:** Atar Roto Presse SA, su carta riciclata 60 gm². **Comitato di redazione:** Luc Fournier, Michèle Loisel, Max Moret. **Indirizzo:** Chemin des Arcs-en-Ciel 3, Case postale 148, CH - 1226 Thônex / GE **T** 022 349 73 37 **F** 022 349 19 54 - admin@lscv.ch - www.lscv.ch **L'ufficio è aperto da lunedì a giovedì, dalle ore 9 alle ore 12 e dalle ore 14 alle ore 17; il venerdì dalle ore 9 alle ore 12.** Quota annua dei Soci : Minimo CHF 15.- **CCP 12-2745-6** - IBAN CH38 0900 0000 1200 2745 6 - BIC POFICHBEXXX

12 novembre 2012 - Comunicato stampa

Commissione ticinese sulla sperimentazione animale : e la mascherata continua

Finalmente sciolta la commissione ticinese. Fuori il veterinario cantonale, il medico cantonale ed il farmacista cantonale che non erano per niente al posto giusto. C'era di che rallegrarsi di assistere alla costituzione di una nuova commissione, in cui l'esame delle domande di sperimentazioni animali sarebbero state oggetto di analisi e controlli seri. Come pegno di qualità, la nomina di componenti come per esempio il Dottor Massimo Tettamanti, scienziato dell'ATRA, rappresentante della protezione degli animali sostenuto dalla LSCV e specialista dei metodi sostitutivi.

La sua candidatura era stata presentata alle autorità già nell'aprile 2012. Si sapeva che cercavano disperatamente un'altra candidatura in grado di sbarrare il passo al Dott. Tettamanti. E' ormai cosa fatta, con un ricercatore zurighese apparso come per magia ed il concorso delle SPA locali di cui c'è da chiedersi se hanno veramente capito gli obiettivi fissati dal loro statuto. Queste SPA non sono mai intervenute quando l'autorità cantonale infrangeva la legge in materia di sperimentazione animale. Però offrono i loro servizi per impedire la nomina del Dott. Tettamanti.

Chi tira i fili? Chi ha interesse a mantenere in attività una commissione opaca ?

Il Canton Ticino continuerà ad utilizzare ogni anno 40'000 animali per una piccola trentina di esperimenti, allorché l'attività di nessun altro cantone può spiegare queste cifre?

Il 5 settembre 2012 il Consiglio di Stato ticinese ha dichiarato legale il funzionamento della commissione, adducendo come prova la lettera che avrebbe ricevuto dall'Ufficio federale di veterinaria. Il 26 ottobre, l'UFV annunciava il contrario, confermando l'illegalità della commissione ticinese.

La Lega svizzera contro la vivisezione annuncia di aver sporto, questo giovedì 8 novembre 2012, una denuncia penale contro il veterinario cantonale ticinese.

Una legge sulla protezione degli animali? Quale legge?

Qual è il punto in comune tra le autorità dei cantoni di Soletta, Basilea Città, Basilea Campagna, Argovia e Ticino? Tutti infrangono la legge in materia di sperimentazioni animali. Per ciascuno di questi cantoni, è per puro caso che si sono venute a scoprire le loro pratiche. Normale, dato che l'opacità è di regola in questo settore.

A Soletta, sono stati degli uccelli sottoposti ad esperimenti e rinvenuti agonizzanti per le strade della città che hanno consentito di risalire fino al ricercatore ed al veterinario cantonale. Il ricercatore sarà poi condannato nel marzo 2010, ma tanto le autorità del cantone che l'Ufficio federale di Veterinaria (UFV) saranno risparmiati dal giudice, malgrado le loro responsabilità siano state accertate.

Per Basilea Città e Argovia, ad attirare la nostra attenzione è stato un comunicato dell'UFV che annunciava esperimenti sugli animali per dei prodotti cosmetici. Com'è possibile che esperimenti vietati in tutta l'Unione europea siano autorizzati in Svizzera ? La denuncia penale da noi sporta ha peraltro messo in luce le violazioni della legge commesse dalle autorità nonché l'inadempienza dell'UFV ai propri doveri. Ma ancora una volta, nessuna condanna. Quanto al Canton Ticino, sono state le statistiche pubblicate nel luglio 2011 sull'utilizzazione di animali per esperimenti ad aver attirato la nostra attenzione. Come fa questo cantone ad autorizzare l'utilizzazione di diverse decine di migliaia di animali ogni anno soltanto per qualche decina di esperimenti? Nel 2011, con 33 esperimenti in corso, questo cantone ha utilizzato 38'394 animali, corrispondente ad una media di 1'163 animali per esperimento !

Se si paragonano queste cifre ai cantoni che presentano la stessa configurazione (ditte farmaceutiche ed istituti di ricerca pubblici), il cantone di Vaud con 606 esperimenti in corso ha utilizzato in media 121 animali per esperimento. Il cantone di Ginevra con 417 esperimenti ne ha utilizzati 125. Il cantone di Basilea Città, con la presenza di grosse ditte farmaceutiche e 726 esperimenti in corso, ne ha utilizzati 263.

Commissione ticinese sulla sperimentazione animale : La grande mascherata

Altra sorpresa : alla fine del 2011 si scopre che sui cinque membri della commissione ticinese sulla sperimentazione animale, tre sono impiegati dell'autorità cantonale. Tra cui il veterinario cantonale, ciò che è rigorosamente vietato dalla legge. Per il veterinario cantonale Tullio Vanzetti, non ci sono problemi. Ci ha risposto testualmente nel febbraio 2012 di non aver mai sentito l'ombra di un'influenza dell'autorità sul lavoro della commissione. Un po' strano questo veterinario cantonale, dotato di un'incomparabile capacità di sdoppiamento. E' l'autorità cantonale, ma può far parte della commissione senza subire l'influenza di se stesso.

Un'altra sorpresa riguarda la rappresentante della protezione degli animali in seno alla commissione ticinese, proveniente da una federazione di SPA fantasma di cui nessuno a quanto pare ha mai sentito parlare. Tullio Vanzetti assicura che svolge un eccellente lavoro, rifiutando però di dire in che cosa consiste adducendo il motivo della protezione dei dati. La LSCV contatta dunque tutte le SPA ticinesi per informarle della situazione. Chiama inoltre a sostenerne la candidatura del Dott. Massimo Tettamanti, specialista dei metodi sostitutivi e scienziato dell'ATRA, come nuovo rappresentante della protezione degli animali in seno alla commissione. Le SPA di Bellinzona (SPAB) e Locarno (SPALV) appoggiano a loro volta Massimo Tettamanti, che si candida ufficialmente nell'aprile del 2012. Imbarazzato, il Consiglio di stato ticinese cerca di respingere questa candidatura con il motivo che Massimo è di nazionalità italiana. Assurdo poiché nessuna legge ticinese esige la nazionalità svizzera per questo posto, e la quasi totalità delle altre commissioni cantonali includono ricercatori di nazionalità straniera.

Una campagna stampa è portata avanti da maggio ad agosto 2012 per denunciare questa situazione. Il veterinario cantonale è obbligato a lasciare la commissione che viene sciolta. Buona notizia? Il 21 settembre 2012, il direttore della Divisione della pubblica sanità informa il nostro avvocato ticinese che il Consiglio di stato ha nominato un nuovo rappresentante della protezione degli animali. Si tratta di un veterinario, ricercatore zurighese, figlio del Presidente della SPA Biasca e Valli, che non si era mai manifestato prima. La mascherata continua. Il 26 ottobre 2012, l'UFV conferma l'illegalità, fino a settembre 2012, del funzionamento della commissione ticinese. La LSCV denuncia penalmente il veterinario cantonale ticinese il 8 novembre 2012.

Esperimenti sugli animali per testare cosmetici in Svizzera - Denuncia penale sporta dalla Lega svizzera contro la vivisezione contro l'Autorità dei cantoni di Argovia, Basilea Città, e l'Ufficio federale di Veterinaria (UFV)

Violazioni della legge ma nessuna sanzione

Dopo 5 mesi di procedure, la procura di Lenzburg-Aarau (AG) ha reso il suo verdetto: Sì c'è stato un errore di procedura. L'autorizzazione di praticare esperimenti animali per testare un filtro UV è effettivamente stata rilasciata dal servizio veterinario argoviano senza il preavviso di una commissione.

Ma le persone non pensavano a male. Il veterinario cantonale di Basilea Città, accusato di aver volutamente sottratto la domanda di sperimentazione animale alla commissione fa valere una disposizione del regolamento cantonale che infrange la legge dal 1997. Senza che nessuna istanza si renda conto dell'illegittimità di questa procedura.

La veterinaria cantonale argoviana non ha fatto altro che rilasciare l'autorizzazione dopo aver ricevuto l'accordo del suo omologo basilese. Dunque nemmeno lei è veramente colpevole. Quanto all'UFV, non si può rimproverargli di non aver ricorso contro l'autorizzazione rilasciata, dato che non sa niente e non sente niente. Anche se ha approvato il contenuto del regolamento cantonale basilese, non si presumeva sapesse che detto regolamento sarebbe stato attuato.

In poche parole, secondo la procura, poiché ciascuno ha dichiarato di voler osservare la legislazione in futuro, le colpe non sono ritenute sufficientemente gravi da meritare una sanzione penale.

Dopo il caso del Dott. Bize in cui soltanto questo ricercatore è stato condannato per infrazione alla legge sulla protezione degli animali nell'ambito dei suoi esperimenti su uccelli a Soletta, le diverse autorità amministrative chiamate in causa se la cavano anche questa volta senza troppi danni. Sul merito, non importa che una o l'altra autorità denunciata sia penalmente condannata. Il problema riguarda piuttosto la constatazione allarmante che le autorità incaricate di far applicare la legislazione sono le prime incapaci di rispettarne le disposizioni.

Storicamente, le commissioni cantonali sulle sperimentazioni animali sono state istituite nel 1992. A quell'epoca, numerose iniziative popolari federali chiedevano il divieto degli esperimenti sugli animali. Temendo che fossero adottate dalla popolazione, il Parlamento approvava precipitosamente diverse misure intese a rispondere alle critiche sugli abusi nella ricerca medica.

Una di queste misure è stata la creazione di commissioni cantonali, di cui faranno parte rappresentanti della protezione degli animali. In questa occasione il Parlamento ha peraltro deciso di concedere un diritto di ricorso all'UFV.

Il preavviso di una commissione ? Chi se ne importa dato che è soltanto consultivo. In fin dei conti, l'autorità cantonale ha le mani libere per rilasciare tutte le autorizzazioni che vuole. E se ci si trova in un cantone come Basilea Città in cui l'industria farmaceutica rappresenta un cospicuo apporto finanziario, la situazione è ancor più confortevole.

In occasione della revisione della legge sulla protezione degli animali (LPAn) nella primavera del 2012, il Parlamento ha rifiutato di concedere un diritto di ricorso agli organismi di protezione degli animali adducendo come motivo che è sufficiente il diritto di ricorso concesso all'UFV.

Purtroppo dunque non è domani che i cantoni dovranno giustificare la fondatezza delle autorizzazioni rilasciate. La pratica di esperimenti inutili e scandalosi ha ancora dei bei giorni davanti a sé.

« Una delle legislazioni più progredite al mondo »

In occasione della pubblicazione il 26 giugno 2012 delle statistiche 2011 sulle sperimentazioni animali, l'UFV non ha esitato a servirsi delle solite banalità:

« La legislazione svizzera sulla protezione degli animali è una delle più progredite al mondo. Per poter effettuare qualsiasi intervento o manipolazione su animali a fini sperimentali, i ricercatori devono inoltrare una domanda di autorizzazione all'autorità cantonale, motivare



L'organizzazione ed il funzionamento delle commissioni cantonali sulla sperimentazione animale sono retti dalla Legge federale sulla protezione degli animali (LPAn) e la sua ordinanza (OPAn).

Ai sensi dell'art. 17 LPAn, per il fatto che possono provocare negli animali dolori, sofferenze o lesioni, o porli in stato di ansietà, la pratica della sperimentazione animale e gli esperimenti devono essere limitati al minimo indispensabile. Un esperimento deve essere pianificato in modo che venga impiegato il minor numero possibile di animali e si persegua la riduzione al minimo della loro sofferenza (art.137 OPAn). Non può essere autorizzato quando i dolori arrecati agli animali sono sproporzionati al risultato atteso in termini di conoscenze (art.19 LPAn). Ogni Cantone istituisce una commissione di specialisti per gli esperimenti sugli animali, indipendente dall'autorità che rilascia le autorizzazioni e in cui sono rappresentate adeguatamente le organizzazioni per la protezione degli animali (art.34 LPAn). I membri delle commissioni non possono essere collaboratori delle autorità cantonali di autorizzazione (art.149 OPAn). L'autorità cantonale sottopone le domande di autorizzazione di esperimenti sugli animali alla commissione (art.18 LPAn), la quale le esamina e formula una proposta. L'autorità prende una decisione tenendo conto della proposta della commissione. Se la sua decisione è contraria alla proposta, ne informa la commissione motivando la propria posizione (art.139 OPAn). La commissione partecipa al controllo dei centri di custodia degli animali destinati alla sperimentazione animale nonché dello svolgimento degli esperimenti (art.34 LPAn).

e dimostrare che i vantaggi che la società trarrà da questi esperimenti sono più importanti degli inconvenienti. Queste domande sono valutate da una commissione cantonale della sperimentazione animale composta da specialisti e difensori degli animali. In qualità di autorità investita dell'alta vigilanza sulla sperimentazione animale, l'Ufficio federale di Veterinaria può ricorrere contro le autorizzazioni cantonali».

Risibile ? Mica tanto visto che l'esistenza di queste cosiddette supercommissioni composte da protettori degli animali è valorizzata dalle autorità e dagli ambienti della ricerca per garantire alla popolazione che tutto è controllato ed assolutamente necessario per la ricerca medica.

Quanto al proseguimento degli studi di tossicità per questi filtri UV, l'UFV li presentava come esperimenti «di un'utilità incontestata per la salute umana (...) Avviati nel 2010, questi esperimenti sulla ripartizione dei filtri UV nel corpo dei topi sono stati proseguiti fino al 2011».

Filtri UV di utilità incontestata per la salute umana? Eppure per tutta la durata della procedura è stato impossibile ottenere la minima informazione capace di attestare della minima utilità, a fronte dei 28 filtri già esistenti ed ammessi in seno all'UE nella composizione dei prodotti cosmetici.

Qualche progresso malgrado tutto

Le azioni penali portate avanti sia in Argovia che a Soletta non saranno state vane. Anzitutto per quanto riguarda l'UFV che ha messo in consultazione dal 3 settembre al 3 dicembre 2012, la revisione dell'ordinanza sulla protezione degli animali (OPAn). Si tratta infatti tra l'altro di aggiungere il capoverso 4a bis all'art. 145, che farà obbligo ai cantoni di allegare il parere delle commissioni cantonali alle autorizzazioni rilasciate. I cantoni dovranno peraltro indicare se hanno seguito o no il parere della commissione. Per l'UFV, si tratta di essere correttamente informato per far valere il suo diritto di ricorso.

Le camere federali dal canto loro hanno adottato nel giugno 2012 la modifica della legge sulla protezione degli animali (LPAn). Da notare tra i progressi compiuti nel campo degli esperimenti sugli animali, la centralizzazione informatica di tutte le procedure sperimentali. Conformemente all'articolo 20c, i membri delle commissioni cantonali potranno consultare i dati. Queste commissioni non dovrebbero più essere accantonate dalle autorità cantonali, poiché l'accesso a questa base dati è aperto. Un commissario potrà pertanto consultare le informazioni relative ad un esperimento simile a quello sul quale deve dare un preavviso, ma già svolto in un altro cantone, nonché le informazioni sugli incarichi ed altri dati emessi dalle commissioni. Si tratta di un progresso incontestabile verso una maggiore trasparenza nell'attuazione della legislazione.

Cronologia

29.09.2010 : Il servizio veterinario cantonale argoviano rilascia ad un laboratorio privato un'autorizzazione di testare su animali la tossicità di un nuovo filtro UV.

05.07.2011 : Pubblicazione a cura dell'UFV delle statistiche 2010 sulla sperimentazione animale. «*Per la prima volta da lungo tempo, sono stati effettuati esperimenti per testare prodotti cosmetici*» annuncia l'UFV.

Sulla stampa, l'UFV cita l'utilizzazione di 4 roditori «*per testare la tossicità di un filtro UV che rientra nella composizione di un filtro solare*». L'esperimento sarebbe stato autorizzato in quanto «*la protezione contro i raggi ultravioletti è una questione di pubblica sanità*».

26.07.2011 : La LSCV interpella l'UFV sulla giustificazione degli esperimenti per prodotti cosmetici. I nostri interrogativi sono i seguenti: «*Se si trattava esclusivamente di testare la tossicità di un filtro UV, questo esperimento era giustificato ai sensi degli artt. 17 e 19 cpv.4 LPAn? In che cosa un filtro UV è diverso o di interesse superiore rispetto a quelli già commercializzati (art.137 cpv.b OPAn)? L'esperimento ha ricevuto il preavviso favorevole della commissione sulla sperimentazione animale del cantone interessato?*

23.08.2011 : Risposta dell'UFV, che scrive : «*La legislazione svizzera sulla protezione degli animali è una delle più progredite al mondo ed il campo della sperimentazione animale è severamente regolamentato. Ogni sperimentazione è esaminata dalla commissione cantonale. I ricercatori devono dimostrare che i vantaggi per la società sono più importanti delle sofferenze inflitte agli animali nel corso degli esperimenti (ponderazione degli interessi). Un'autorizzazione non sarebbe pertanto stata concessa nell'ambito di uno studio «puramente» cosmetico. Il fatto che diverse istanze siano coinvolte nella procedura di autorizzazione garantisce questo controllo reciproco*».

L'UFV annuncia inoltre che l'esperimento è stato autorizzato dal cantone di Argovia, e che si prevede che altri animali siano utilizzati fino al 2013.

24.08.2011 : La LSCV interpella nuovamente l'UFV. Deploriamo che l'autorità federale non apporti alcuna risposta pertinente e nello stato attuale delle cose «*non è possibile sapere se questi esperimenti sono conformi alla legislazione (art.147 cpv.1 OPAn). Sapere in che cosa il filtro testato è diverso o di interesse superiore a quelli già commercializzati non attenta alla protezione dei dati. La questione riguarda la valutazione e la ponderazione degli interessi in gioco in questa domanda, e non informazioni chimiche sulla sostanza testata*

o sulla ditta che ha chiesto questi test. Inoltre, poichè l'UFV non ha ricorso contro l'autorizzazione rilasciata dall'autorità argoviana, è lecito pensare che sostenga la valutazione fatta da questo cantone. L'UFV può pertanto fornire le informazioni richieste».

Inoltre, chiediamo nuovamente conferma che la richiesta sia stata oggetto di preavviso di una commissione cantonale.

16.09.2011 : Risposta dell'UFV, che precisa che le condizioni legali di rilascio dell'autorizzazione sono soddisfatte. «*Lo svolgimento dell'esperimento rispetta le linee direttive internazionali (OCSE 417), la ponderazione degli interessi prescritta dall'art. 19, cpv. 4 LPAn è stata effettuata coscienziosamente e redatta in modo comprensibile*». Dichiara di non sapere se la richiesta è stata trasmessa alla commissione cantonale interessata, ma parte «*dall'idea che il cantone segue e decide in funzione delle raccomandazioni della commissione competente*».

02.11.2011 : La LSCV interpella la Dott.ssa Erika Wunderlin, veterinario cantonale di Argovia, per avere la conferma che la domanda di sperimentazione animale è stata sottoposta alla commissione cantonale «*come prescritto dagli articoli 18 e 34 LPAn*».

04.11.2011 : Risposta della Dott.ssa Wunderlin che precisa che i cantoni di Basilea Città, Basilea Campagna e Argovia dispongono di una commissione unica.

Le richieste sono trattate dall'autorità di Basilea Città che decide quali domande trasmettere alla commissione. Poichè l'art. 5, cpv. 3 del Regolamento della commissione prevede che le richieste inoltrate per via di prescrizioni legali sono direttamente autorizzate dal servizio veterinario, la domanda non è stata comunicata alla commissione. La Dott.ssa Wunderlin giustifica questa decisione col motivo che questi test sono stati giudicati indispensabili: «*la messa a punto di un filtro solare molto efficace e con meno effetti secondari è di grande importanza per prevenire malattie gravi*».

28.11.2011 : Nella nostra risposta alla Dott.ssa Erika Wunderlin, facciamo presente che sottoporre una domanda di sperimentazione animale ad una commissione cantonale è un obbligo legale, che l'articolo 18 cpv.3 della Legge sulla protezione degli animali (LPAn) non prevede eccezioni. In questo senso, la decisione dell'autorità cantonale è contraria ad una disposizione legale.

L'autorizzazione rilasciata per questi test su animali è scandalosa in quanto gli esperimenti autorizzati sono vietati in tutta l'Unione europea. «*Dal nostro punto di vista, l'inte-*

resse di questo divieto è obbligare le aziende e gli Stati a dedicare i mezzi sufficienti allo sviluppo di nuovi metodi sostitutivi. Si tratta per esempio di consentire la realizzazione di test di tossicocinetica in vitro su tessuti umani o in silico, invece di assurdi test sui topi.

I rischi di delocalizzazione di questi test su animali sono limitati, poiché la direttiva UE prevede anche il divieto di importazione di sostanze testate sugli animali a partire dal 2013. Consentendo un'eccezione per motivi di salute pubblica, il cantone di Argovia incoraggia soprattutto le aziende ad accontentarsi del sistema attuale ed a praticare nei nostri laboratori degli esperimenti vietati dai nostri vicini europei, ciò che è particolarmente scandaloso».

Ricordiamo inoltre che in seno all'UE, 28 filtri UV sono ammessi a tutt'oggi nella composizione dei prodotti cosmetici. « *Abbiamo interrogato l'UFV sull'interesse del nuovo filtro UV testato, a fronte dei filtri già commercializzati. L'UFV si è accontentato di affermare il 16 settembre 2011 che « la ponderazione degli interessi prescritta dall'art. 19, cpv. 4 LPAn è stata effettuata coscienziosamente e redatta in modo comprensibile ». Stando alla vostra lettera, il nuovo filtro potrebbe essere molto efficace ed indurre meno effetti secondari. Desidereremmo prendere visione della ponderazione degli interessi effettuata e comunicata all'UFV ».*

06.12.2011 : Nessuna risposta dalla Dott.ssa Erika Wunderlin. La LSCV incarica l'avvocato Mathias Reinhart di denunciare penalmente:

- 1) la Dott.ssa Erika Wunderlin, veterinario cantonale di Argovia, per aver rilasciato un'autorizzazione di sperimentazione animale senza il preavviso della commissione ;
- 2) il Dott. Walter Zeller, veterinario cantonale di Basilea Città, per aver volutamente sottratto la domanda di sperimentazione animale al preavviso della commissione ;
- 3) il Dott. Josef Schmidt, vice-Direttore dell'Ufficio federale di Veterinaria, per non aver ricorso contro l'autorizzazione rilasciata dal servizio veterinario di Argovia.

20.12.2011 : Comunicato stampa della LSCV per denunciare le violazioni della legislazione da parte delle autorità cantonali e federali ed annunciare le denunce penali. Chiediamo inoltre che sia ammessa la nullità dell'autorizzazione rilasciata, affinché queste sperimentazioni animali per i filtri UV cessino immediatamente.

21.12.2011 : La commissione è riunita d'urgenza dal servizio veterinario di Basilea Città che le sottopone, per preavviso, la domanda di sperimentazione animale per filtri UV.

06.01.2012 : La LSCV denuncia penalmente al Pubblico Ministero argoviano Erika Wun-

derlin, Walter Zeller e Josef Schmidt.

06.01.2012 : Denuncia penale della LSCV al Dipartimento federale dell'Economia (DFE). Si richiede l'apertura di una procedura amministrativa contro Josef Schmidt, vice-Direttore dell'UFV, per non aver ricorso contro l'autorizzazione rilasciata dal servizio veterinario argoviano allorché la domanda di sperimentazione animale non era stata sottoposta al preavviso di una commissione cantonale di esperimenti sugli animali. L'assenza di ricorso è tanto più dannosa in quanto l'esperimento riguarda l'utilizzazione di animali per studi di cosmetici, rigorosamente vietati in seno all'Unione europea.

11.01.2012 : Conferma dalla Confederazione e dal cantone di Argovia della nostra denuncia penale, registrata con il numero 2012.277 dal Pubblico Ministero argoviano.

01.03.2012 : Il servizio giuridico del Dipartimento della sanità argoviano ci informa che la nostra richiesta di sospensione degli esperimenti è respinta, in quanto la maggioranza dei membri della commissione ha approvato retroattivamente l'esperimento nel gennaio 2012. Le autorità cantonali annunciano inoltre che a partire dal 1° gennaio 2012, la totalità delle domande di sperimentazioni animali sono sottoposte alla commissione, come prescritto dalla legge.

09.05.2012 : Risposta del Dipartimento federale dell'Economia (DFE), che precisa di aver sollecitato una presa di posizione dell'UFV relativamente alla denuncia penale. Il DFE riconosce che la domanda avrebbe dovuto essere sottoposta ad una commissione, che l'UFV deve fare il necessario affinché la legislazione sulla protezione degli animali sia attuata uniformemente dai cantoni (art.208 cpv.1 OPAn). Stando all'UFV però, se riceve le autorizzazioni rilasciate dai cantoni, non è a conoscenza delle decisioni delle commissioni cantonali. Pertanto nulla gli permetteva di sapere che la commissione non era stata coinvolta nella procedura di autorizzazione. Dopo lo scambio di comunicazioni con la LSCV, l'UFV si sarebbe messo in contatto con il servizio veterinario argoviano per informarlo sull'irregolarità delle sue procedure. Non si può pertanto rimproverargli una qualsiasi assenza di interventi.

10.05.2012 : Il nostro difensore risponde al DFE affermando che la sua presa di posizione consistente nell'esonerare l'UFV da ogni responsabilità è prematura, essendo la denuncia penale della LSCV tuttora in sospeso presso la procura argoviana. In caso di condanna del Dott. Schmidt, si dovrà prendere una decisione in conseguenza. Il fatto che sia allo studio una revisione del regolamen-

to non cambia nulla al fatto che per anni sono state rese decisioni illegali senza che l'UFV sia mai intervenuto.

Il nostro avvocato ricorda inoltre la procedura avviata dalla LSCV nel 2008, durante la quale l'UFV era già stato chiamato in causa nel caso di un'autorizzazione di sperimentazione animale rilasciata dal cantone di Soletta, esperimenti che non erano stati sottoposti al preavviso di una commissione. È inammissibile che in seguito a questo caso, le modalità di vigilanza da parte dell'UFV non siano state adeguate.

10.05.2012 : Il nostro avvocato rilancia il Pubblico Ministero argoviano chiedendo che la nostra denuncia sporta ormai da 4 mesi sia trattata prioritariamente.

16.05.2012 : Il Pubblico Ministero argoviano rende la sua decisione. Riconosce un errore di procedura, in quanto la commissione non ha dato un preavviso prima del rilascio dell'autorizzazione da parte dell'autorità cantonale. Tuttavia, poiché la commissione ha successivamente rilasciato un preavviso favorevole, la valutazione della domanda da parte dell'autorità era corretta. Inoltre, dato che la commissione non ha né diritto di voto né diritto di ricorso contro un'autorizzazione rilasciata dall'autorità cantonale, la sua decisione non avrebbe potuto influire sulla decisione dell'autorità.

Per il Pubblico Ministero, la messa in causa della Dott.ssa Erika Wunderlin e del Dott. Walter Zeller è debole, in quanto anche un preavviso negativo della commissione non avrebbe avuto alcuna incidenza sul rilascio di un'autorizzazione. Quanto al Dott. Josef Schmidt, la lettera datata 9 maggio 2012 del DFE dimostra che non poteva sapere se la domanda di sperimentazione era stata oggetto o meno di un preavviso della commissione. In definitiva, per quanto riguarda le tre persone chiamate in causa, gli errori non sono ritenuti sufficientemente gravi da essere penalmente sanzionati. Le spese di procedura sono a carico dello Stato.

20.07.2012 : Presa di posizione del DGS, Dipartimento della salute e sociale (Departement Gesundheit und Soziales) del cantone di Argovia, relativamente alla denuncia sporta il 6 gennaio 2012 dalla LSCV contro la Dott.ssa Erika Wunderlin. Il DGS conferma l'errore di procedura allorché l'esperimento era di grado 2 (esperimenti dolorosi) nonché l'illegittimità del regolamento cantonale in vigore. Il DGS annuncia che detto regolamento è in corso di revisione al fine di essere conforme al diritto.

Le procedure sono chiuse.

*Per i vostri regali di
Natale, pensate ai*

Cosmetici non testati sugli animali



Il marchio HCS (Human Cosmetics Standard) HHPS (Humane Household Products Standard) è stato lanciato nel 1998 da una coalizione internazionale di associazioni di difesa degli animali di diversi paesi dell'Unione europea e dell'America del Nord. Questo marchio è amministrato dalla Coalizione europea per la fine della sperimentazione animale (ECEAE).

ECOVER

Certificazione HHPS per Ecover

Fondata nel 1980 in Belgio, la ditta Ecover è il più importante fabbricante di prodotti ecologici di pulizia ad uso domestico e professionale. I suoi prodotti sono distribuiti in una quarantina di paesi. Avendo definitivamente rinunciato ad utilizzare sangue di coniglio per effettuare certi test in vitro, Ecover è conforme ai requisiti HHPS (Humane Household Products Standard) per l'ottenimento del marchio. Come tutte le altre marche HHPS, Ecover sarà regolarmente controllata per verificare che rispetta gli impegni presi, che peraltro si applicano anche ai suoi fornitori. L'associazione belga di protezione degli animali Gaia, rappresentante dell'ECEAE in Belgio, collabora con Ecover per il monitoraggio della certificazione.

Mancando un'alternativa all'utilizzazione di marche testate sugli animali per i prodotti di pulizia distribuiti in Svizzera, l'attribuzione del marchio HHPS alla Ecover è dunque più che benvenuta. Ora l'intera gamma Ecover è coperta dal marchio HHPS. Pertanto è possibile rinunciare a finanziare prodotti che generano stress e sofferenze inutili negli animali.

Ecover in Cina

Diverse marche certificate HHPS - HCS hanno perso il marchio negli ultimi mesi per via della commercializzazione dei loro prodotti in Cina, che esige certi test sugli animali (vedi il n° 36 di giugno 2012 del nostro giornale). Questo obbligo non si applica ai prodotti per la casa che possono essere distribuiti senza controlli supplementari.

LSCV – Elenco dei cosmetici non testati sugli animali

Marchio HCS-HHPS - Garantito senza sperimentazione animale



Elenco delle marche che possiedono il marchio HCS-HHPS e distribuite in Svizzera :

Argiletz - www.argiletz.com

Avalon Organics (Alba, Avalon, Un-petroleum) - www.avalonorganics.com

Bioarômes - www.bioaromes.com

Body Shop - www.the-body-shop.ch

Centifolia (Centifolia Labio ACM) - www.centifoliabio.fr

Comptoir des Lys, Laboratoire Alvend - www.comptoirdeslys.fr

Comptoir Provencal des Argiles (Naturado, Rosalia) - www.provence-argile.com

Douces Angevines - www.doucesangevines.com

Ecover - www.ecover.com

Florame - www.florame.ch

Holistica International (Dermophytum) - www.holistica.fr

Li Cosmetic - www.licosmetic.ch

Melvita - www.melvita.ch

Montagne Jeunesse - www.montagnejeunesse.com

Paul Mitchell - www.paulmitchell.ch

Phocéenne La (Senteurs Provencales, Le Petit Olivier) - www.lepetitolivier.fr

Provida (Provida, Evergreen, Azimuth, BWC) - www.provida.de

Sanoflore - www.sanoflore.ch

Santaverde - www.santaverde.ch

Per ulteriori informazioni, andate alla pagina « Cosmetici » del nostro sito internet www.lscv.ch

Natale senza crudeltà



L'elenco comporta le informazioni seguenti: Punti di distribuzione in Svizzera e tipologie di negozi che vendono questi cosmetici (grandi magazzini, farmacia, negozio biologico, ecc.), settori di utilizzazione (prodotti per la casa, igiene animale, ecc.), presenza o no in questi prodotti di sostanze di origine animale o di composti chimici, ecc.

Resoconto della riunione dell'ECEAE a Bruxelles dal 17 al 19 ottobre 2012

Maja Schmid ha rappresentato la LSCV in occasione della seconda riunione 2012 della Coalizione europea per la fine della sperimentazione animale (ECEAE) svoltasi a Bruxelles, capitale del Belgio. Questa città non è stata scelta a caso, essendo la capitale belga sede del secondo parlamento europeo. Poichè l'entrata in vigore del divieto totale dei test sugli animali per i prodotti cosmetici sarà definitiva nel marzo 2013, era possibile che nel corso della sessione parlamentare a Bruxelles prevista dal 22 al 26 ottobre 2012, si svolgesse una discussione per rimandare tale divieto di 10 anni. Obiettivo dell'ECEAE : interpellare, il 18 ottobre, i commissari europei già riuniti in parlamento per sensibilizzarli quanto alle conseguenze di un rinvio del divieto.

17 ottobre - Budget ECEAE, organizzazione e preparazione della giornata del 18 ottobre

La prima giornata è stata dedicata principalmente all'organizzazione interna dell'ECEAE ed alla successiva giornata di azioni e lobbying.

18 ottobre - Azioni « Cosmetici senza crudeltà » al Parlamento europeo

La giornata è iniziata alle ore 8.30 con l'organizzazione a cura dell'ECEAE in seno al parlamento, di una conferenza-breakfast, cui erano invitati i parlamentari europei.

Il deputato britannico Chris Davies del gruppo Alleanza dei democratici e dei liberali per l'Europa è stato il primo a prendere la parola. È stato seguito da Nick Palmer della British Union for the Abolition of Vivisection (ECEAE), che ha dato spiegazioni sulla Direttiva Cosmetici. È poi intervenuta Irmela Ruhdel della Deutscher Tierschutzbund (ECEAE) per sviluppare il contenuto etico del divieto dei test sugli animali. Katy Taylor, biologa presso l'ECEAE ha concluso con una presentazione sui metodi sostitutivi. L'incontro si è concluso con discussioni tra i delegati dell'ECEAE ed i deputati.



Alle ore 11.00, le 241'987 firme raccolte nell'ambito della campagna « Cosmetici senza crudeltà » (No Cruel Cosmetics) sono state solennemente consegnate dall'ECEAE ad una rappresentante del Parlamento europeo di fronte al parlamento stesso.

La manifestazione «Cosmetici senza crudeltà» è proseguita con una Flashmob alle 12.00 in un parco pubblico e per le strade di Bruxelles. Un coro di Gospel ha cantato testi appositamente composti per la manifestazione. Biscotti vegan a forma di coniglio sono stati distribuiti al pubblico che seguiva questa manifestazione con grande interesse.

Parallelamente alle azioni portate avanti in Parlamento, le organizzazioni membro dell'ECEAE LSCV, BUAV, Deutscher Tierschutzbund e Djurens Rätt, hanno pubblicato, a nome loro, una serie di inserzioni sulla rivista del parlamento che pubblicava diversi articoli relativi all'attuazione della Direttiva Cosmetici.



19 ottobre - Marchio HCS, REACH, campagna contro i trasporti di scimmie dalla Air France per i laboratori

La giornata è iniziata con una buona notizia, ossia l'annuncio della certificazione HHPS (Humane Household Products Standard) per la marca ECOVER, specializzata in prodotti di pulizia domestica.

Katy Taylor ha presentato un resoconto della sua attività nell'ambito dello studio di fascicoli per REACH (registrazione, valutazione, autorizzazione e restrizione dei prodotti chimici).

Sono state portate avanti discussioni relativamente alla campagna contro Air France che continua a trasportare scimmie per la sperimentazione animale. Le scimmie provengono principalmente da Mauritius, India e Cina. Queste scimmie sono catturate allo stato brado o allevate in centri per poi approvvigionare i laboratori.

Diverse azioni su scala europea si sono svolte davanti alle succursali ed alla sede parigina di Air France. Nei prossimi mesi sono previste diverse azioni mirate.

Oltre a Air France, China Southern Airlines, Continental Airlines, Philippine Airlines e Vietnam Airlines sono le ultime compagnie che tuttora accettano di trasportare primati destinati alla ricerca.



In copertina del *Parliament magazine*, il danese Dan Jørgensen del gruppo dell'Alleanza progressista dei socialisti e democratici al Parlamento europeo.



Il deputato esortava la Commissione europea a rispettare i desideri dei cittadini dell'UE ed attuare la direttiva cosmetici.

« L'UE ha promesso ai suoi cittadini che le vetrine dei negozi non esporranno più cosmetici testati sugli animali nel 2013. E' ora che questa promessa si traduca nei fatti. »



21 novembre 2012 - NEWS Parlamento europeo

Il commissario europeo Tonio Borg favorevole al mantenimento del divieto dei test su animali per i cosmetici

Tonio Borg è stato eletto oggi alla carica di commissario europeo incaricato della Salute e della Politica dei consumatori con 386 voti favorevoli, 281 contrari e 28 astensioni. Tonio Borg occupava questo posto ad interim a seguito delle dimissioni di John Dalli il 16 ottobre 2012, coinvolto in un caso di corruzione legato all'industria del tabacco.

Interrogato dai membri del parlamento europeo se il divieto dei cosmetici testati sugli animali sarebbe effettivamente applicato a partire dal 2013, Tonio Borg ha dichiarato il 13 novembre di essere favorevole a questo divieto. Infatti, se non vi è obbligata, l'industria non farà gli sforzi necessari per sviluppare i metodi sostitutivi che permettono di sostituire gli ultimi tre test di tossicità sugli animali tuttora autorizzati.

Tonio Borg aveva peraltro dichiarato che in caso di nomina alla carica di commissario europeo incaricato della Salute e della Politica dei consumatori, il termine ultimo del 2013 per la fine dei test sarà mantenuta.

Su due pagine, la LSCV evidenziava l'assenza di affidabilità dei test sugli animali per un'applicazione umana, come pure la mancanza di volontà e mezzi dedicati dalle ditte cosmetiche allo sviluppo dei metodi di sostituzione ai test in vivo su animali:

« La scelta di sostenere gli sviluppi di nuovi metodi sostitutivi è tra le mani del Parlamento europeo. Senza leggi vincolanti non si può immaginare il minimo miglioramento. Non spetta alle industrie dettare le misure di salute pubblica.

Esortiamo i deputati del Parlamento europeo ad imporre un calendario chiaro alle industrie per farla finita con i test di tossicità sugli animali e sviluppare metodi di ricerca veramente al servizio della salute pubblica.

Esortiamo i deputati del Parlamento europeo a rinunciare al rinvio del divieto dei test sugli animali per i prodotti cosmetici previsto per marzo 2013. »

“Do we really look alike?,”

Animals are not biological models of people
We need new research methods that are safer and more relevant to human health

ECEAE THE EUROPEAN COALITION TO END ANIMAL EXPERIMENTATION Swiss League against vivisection admin@lscv.ch

What research methods can replace animals?

Despite the clear need to develop replacement methods, funding remains very low. This is despite the fact that tests performed on rodents, rabbits or monkeys fail to identify substances that later prove to be toxic to humans. The chemical and cosmetics industries are largely responsible for the current inertia. They don't seem to have invested in progressing in the development of alternative methods and are not interested in human health.

Inertia caused by manufacturers or a deliberate attempt to block progress?

The Cosmetic Directive is by the 2015 project completion date. This suggests de facto that the March 2013 deadline will be quite another year off for a new method to achieve regulatory acceptance. This is a major setback for progress validation, a process that normally takes several years to accomplish. Epikin more than 10 years to validate its first test, the *in vitro* cell test for skin irritation. It is likely that in the future other companies will follow suit. On the other hand, we already have a number of promising projects in Montreal. The seven projects financed by the fund only got started in 2011, but they have made it very unlikely that any new method will be available before March 2013. This disappointing inertia would only be exacerbated if companies with access to such highly reliable techniques are ignored or even actively prevented from doing so.

Finally, developing a technique is not the same as validating it. There is quite another year off for a new method to achieve regulatory acceptance. This is a major setback for progress validation, a process that normally takes several years to accomplish. Epikin more than 10 years to validate its first test, the *in vitro* cell test for skin irritation. It is now seems obvious that the goal must be to develop replacement methods in time for 2013, but rather to deliberately delay validation in view of international competition.

* Cosme - the European trade association for cosmetics and personal care industry charged to name in January 2012 to review cosmetic legislation.

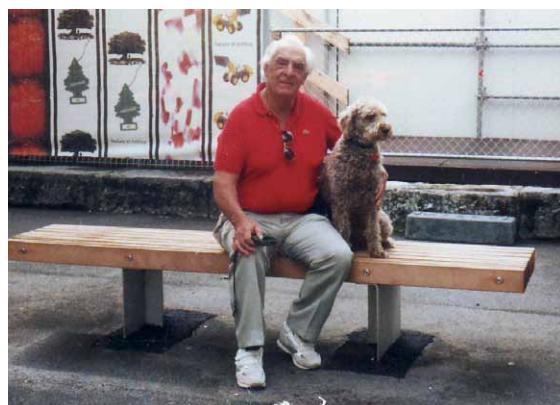
The decision to encourage the development of new and innovative replacement methods is in the hands of the European Parliament. Without a legal imperative, no improvement of the current situation is likely to happen. We call upon all Members of the European Parliament to support the call for industry to move away from testing on animals and to develop research methods that are reliable for human health.

We call upon all Members of the European Parliament to respect March 2013 as the deadline for a total ban on the marketing of animal-tested cosmetic products and ingredients.

Meravigliosa Mouska

Dietro le sbarre, il suo sguardo ci trafiggeva fino a toccare il nostro più profondo. Avevamo l'impressione che questa cagna proveniente da un rifugio in Italia avesse qualcosa da dire. Che capisse perché si trovava lì. Era fiduciosa, sicura che qualcuno sarebbe venuto a prenderla. Non era né disorientata né triste. Sono già trascorsi 13 anni da allora. L'ho fatta vedere ad amici che avevano appena perso la loro Barbie, che avevano salvata dalla vivisezione. Tutto si è svolto nel modo più naturale. Mouska ha sostituito Barbie nella famiglia Tétaz. A quei tempi ci chiedevamo di che razza fosse. Per finire si è scoperto che si trattava di una pura Lagotto. No, non è andata per tartufi, ha fatto molto meglio.

Nel 2004, il suo padrone ha manifestato i primi sintomi del morbo di Alzheimer. Poco a poco, per amore, è diventata la sua guida, senza aver imparato nulla. Quando non stava bene, lo incitava ad uscire ed a continuare a fare le passeggiate in riva al lago alle quali l'aveva abituata. Poi si sedeva su una panchina, lei gli restava accanto e poi lo spingeva a tornare a casa. Sapeva come attraversare la strada e conosceva l'itinerario per tornare a casa. Qualche volta, sul cammino del ritorno, entrava nel ristorante della Maladière, si sedeva davanti ad un tavolo ed aspettava che il suo padrone si sedesse per bersi il suo caffè. Sempre con la stessa calma rassicurante che la caratterizzava. E quel suo sguardo che parlava! Sguardo di miele, come disse un giorno una persona guardandola.



Grazie a lei, Michel Tétaz ha potuto vivere diversi anni in casa sua con la malattia, ma soprattutto è rimasto indipendente! Tutti coloro che hanno attraversato questa prova possono capire che cosa significhi. Così la signora Tétaz che vedeva suo marito uscire diverse volte al giorno rimaneva serena perché aveva fiducia in Mouska. Lui stesso, nei momenti di lucidità, diceva alle persone che incontrava durante le passeggiate: «Se non so più dove abito, lei conosce la strada!» In casa, la cercava dappertutto, aveva sempre bisogno di vederla, si sentiva rassicurato dalla sua presenza mite ed amorevole.

Questa primavera del 2012, il male si è aggravato, accompagnato da perdite di equilibrio. Il signor Tétaz ha dovuto essere ricoverato in ospedale per 5 settimane. Le ultime della sua vita. Poco tempo per una malattia così lunga. Grazie Mouska.

Sylvie Benoît

Costituzione ginevrina e caccia - seguito e fine

Il 14 ottobre 2012 la popolazione ginevrina ha votato ed approvato, al 54,1%, il progetto di nuova costituzione. Scarso entusiasmo per questo progetto che ha mobilitato soltanto il 30% degli elettori. Ma poco importa, quello che conta è il risultato finale.

Avevamo chiamato la popolazione a respingere questo testo che apre una breccia al ripristino della caccia, vietata sul territorio cantonale dal 1974. Al termine di questa votazione, cosa succederà?

L'art. 178 A dell'attuale costituzione vieta la caccia sotto tutte le sue forme. Conformemente al suo comma 2, una commissione composta da rappresentanti della protezione degli animali e della natura può annullare il divieto, a determinate condizioni molto severe.

L'articolo 162 della nuova costituzione, che entrerà in vigore nel giugno 2013, stipula che la caccia è vietata, e le misure ufficiali di regolazione della fauna sono riservate.

Per una parte della popolazione, nulla dunque cambiava, la caccia sarebbe rimasta vietata. Tutti i partiti politici che sostengono il progetto della nuova costituzione sono intervenuti in prima fila giurando che mai si vedranno riapparire i cacciatori nel cantone.

I primi cacciatori escono dal bosco

Meno di un mese dopo la votazione, il partito radical-liberale ginevrino presentava, il 3 novembre 2012, le sue 10 proposte di economie per il budget 2013 del cantone. A capo del progetto : il deputato Pierre Weiss. Tra le misure elencate al punto II, cifra 7e : « esternalizzazione dei servizi di vigilanza venatoria ».

Il deputato Pierre Weiss aveva già manovrato nel 2009 in seno alla commissione delle finanze del Gran Consiglio per sopprimere il budget dei guardiacaccia. Obiettivo annunciato: vendere 50 licenze a cacciatori per far tirare la fauna ginevrina e far entrare Fr 100'000.- nelle casse dello Stato. A quei tempi, la commissione prevista all'art.178A Cst aveva chiaramente avvertito i deputati che non sarebbe stata rilasciata alcuna autoriz-

zazione di tiro a cacciatori. La mozione Weiss era stata immediatamente insabbiata. Cosa potrebbe accadere in futuro ?

Durante la campagna di votazione è stato detto che l'attuale commissione non avrebbe perso alcuna sua prerogativa, che sarebbe soltanto iscritta nella legge e non più nella costituzione. È stato un annuncio abile in quanto rari sono stati gli elettori che hanno veramente colto la sfumatura: la commissione ha soltanto la competenza di togliere il divieto della caccia. Al contrario, il nuovo articolo 162 Cst riserva il divieto delle misure di regolazione della fauna. In Svizzera si caccia dappertutto con il pretesto della regolazione. Cinghiali, caprioli, cervi, tassi, volpi ecc. E le cose non andranno diversamente a Ginevra. Pertanto non sarà più obbligatorio ottenere l'autorizzazione della commissione per sparare sulla selvaggina, poiché non sarà più di sua competenza emettere preavvisi sulle misure di regolazione.

La legislazione cantonale dovrà essere adattata alle disposizioni della nuova costituzione entro 5 anni. Quale sarà la composizione della futura commissione? Accoglierà nuove rappresentanze provenienti dalla caccia o simili, come già auspicato da certuni? Qualsiasi partito tra quelli rappresentati al Gran Consiglio potrà proporre un suo emendamento per costituire una commissione favorevole ai suoi interessi. O allora, poiché comunque questa commissione avrà soltanto un potere limitato, perché non dimenticarla semplicemente in un angolo?

I ginevrini e le ginevrine che hanno detto di sì alla nuova costituzione pensando sinceramente che l'art.162 li avrebbe tutelati contro il ripristino della caccia, si sono fatti ingannare. La nuova costituzione entrerà in vigore tra breve e non si può più tornare indietro.

Animalia 2012

Grazie a tutti i visitatori che sono venuti ad incontrarci durante queste due giornate di stand. Grande successo riscontrato dall'elenco dei prodotti cosmetici non testati sugli animali e l'iniziativa popolare federale « Per la protezione dei grandi predatori (orso, lupo e lince)», con quasi 2000 firme raccolte durante il week-end del 20 e 21 ottobre. Un immenso grazie a tutti i volontari per il loro prezioso aiuto durante queste due giornate intense.



19 settembre 2012 - USA



La vendita di foie gras definitivamente vietata in California

Il ricorso inoltrato da alcuni ristoratori e produttori di foie gras è stato respinto mercoledì 19 settembre 2012 da un tribunale federale di Los Angeles. I ricorrenti sostenevano che il divieto entrato in vigore il 1º luglio 2012 fosse anticonstituzionale.



La legge che vieta la vendita di foie gras era stata votata nel 2004. Lasciava ai produttori 7 anni per trovare un'alternativa all'ingozzamento degli animali, ritenuto una « tortura ». I ristoranti che servono foie gras si espongono ad una multa di 1.000 dollari.

Ricorso dei produttori e ristoratori

Qualche giorno dopo l'entrata in vigore del divieto, l'Hot's Restaurant Group di Los Angeles, l'Associazione degli allevatori di anatre ed oche del Quebec ed il produttore di foie gras dell'Hudson Valley a New York, hanno intentato un'azione giudiziaria per far abrogare la legge. Il difensore dei ristoratori e dei produttori di foie gras riteneva che la legge fosse poco chiara per quanto riguarda la definizione dell'ingozzamento, poiché non fornisce alcun criterio intellegibile quale il peso, il volume o l'apporto calorico « *in base al quale chi si occupa di alimentare le anatre può determinare se l'anatra ha ricevuto più cibo di quanto consentito dalla legge* ». « *In termini economici, l'incidenza di questo divieto non è molto importante. Si tratta piuttosto di un pregiudizio di immagine (...) La California è uno Stato che detta la moda* » dichiarava Marie-Pierre Pé, delegata generale del Comitato interprofessionale del foie gras. Denunciava una legislazione votata « *sotto la pressione delle associazioni di protezione animale* » ed evocava un'incomprensione tra lo Stato più popolato degli Stati Uniti e la tradizione gastronomica francese. « *E' una questione di choc culturale. Chi potrebbe immaginare che in Francia si vietino il ketchup o gli hamburger ?* », chiedeva pensando che la California avrebbe fatto marcia indietro, come il sindaco di Chicago quando aveva vietato il foie gras nel 2006 prima di annullare la decisione.

12 settembre 2012 – Presa di posizione LSCV

Progetto di ordinanza sulla dichiarazione concernente le pellicce ed i prodotti di pellicceria

La LSCV ha preso posizione sul progetto di ordinanza sulla dichiarazione delle pellicce messo in consultazione dall'Ufficio federale di Veterinaria (UFV) dal 3 luglio al 24 settembre 2012. L'elaborazione di questo testo fa seguito all'approvazione, da parte delle camere federali, della mozione Moser (08.3675) « *Obbligo di dichiarare le pellicce* », le quali incaricavano il Consiglio federale di modificare la legislazione al fine di istituire l'obbligo di dichiarare le pellicce ed i prodotti di pellicceria. Questa dichiarazione mira ad informare i consumatori sulla specie animale, la provenienza e la modalità di allevamento degli animali utilizzati per la produzione della pelliccia.

La LSCV ha globalmente approvato il progetto e ringraziato l'UFV per il lavoro svolto. Tre disposizioni sono state però oggetto di domanda di modifica.

L'articolo 2, lett. c, cpv. 4, escludeva dall'obbligo di dichiarazione, le pellicce provenienti da conigli domestici. Abbiamo contestato questa disposizione per i seguenti motivi: « *La detenzione di conigli pone seri problemi di dignità e benessere in termini di protezione degli animali. Le loro pellicce provengono spesso da allevamenti intensivi in cui nè la superficie delle gabbie nè le condizioni di vita rispondono ai bisogni di questi animali. Il pubblico è sensibile a questa situazione ed è probabile che una parte dei consumatori non desidererebbe indossare questo tipo di pelliccia, in particolare sotto forma di accessori. Poichè potrebbe risultare molto difficile distinguere la pelliccia di coniglio dalla pelliccia sintetica, è importante che quella proveniente da animali sia oggetto di una dichiarazione. Peraltro ciò va nel senso della mozione Moser, che prendeva la pelliccia di coniglio come esempio per illustrare la problematica.* »

Gli articoli 4 e 5 prevedevano la possibilità di esonerare certe pellicce dall'obbligo di dichiarazione su provenienza ed origine. Si trattava dei casi in cui l'origine di una pelliccia può essere determinata. Non si esigeva neppure di indicare con precisione se la pelle proviene da un allevamento, dalla caccia, dalla cattura con trappole o altro. Stando all'UFV, questa possibilità non dovrebbe essere utilizzata abusivamente in quanto potrebbe incitare il consumatore a non acquistare la pelliccia. Abbiamo vivamente contestato questa disposizione per i seguenti motivi: « *Non condividiamo l'idea che un'etichetta con la menzione « paese di provenienza non conosciuto » svantaggi il commerciante. Anzi, in certi casi sarà commercialmente più interessante appellarsi alla ragione o alla coscienza dell'acquirente piuttosto che citare una provenienza come la Cina con le sue atroci condizioni di detenzione ed uccisione degli animali. Il mercato della pelliccia in Svizzera è abbastanza ridotto e l'offerta internazionale dei fornitori abbastanza importante perché sia possibile accertarsi della tracciabilità delle pellicce utilizzate* ».

L'articolo 6 lasciava ai pellicciai la possibilità di indicare unicamente la provenienza delle tre principali pelli utilizzate in un prodotto. Per l'UFV si trattava di non obbligare i fabbricanti a predisporre etichette « *di una lunghezza esagerata* ». Abbiamo contestato anche questa disposizione: « *Tutte le pellicce che compongono uno stesso prodotto devono essere menzionate e non solo le tre principali pelli utilizzate. In primo luogo questa disposizione renderebbe impossibile l'attuazione dell'art. 14, cpv. 2 LPAn, che vieta qualsiasi importazione di pelli di cani e gatti poichè non sarebbe possibile escluderne la presenza su un prodotto composto da più di tre pelli di specie diverse. Tanto più che in certi casi i trattamenti inflitti alle pellicce rendono impossibile definire con certezza la specie animale della pelliccia analizzata. Sicché i controlli su questo tipo di prodotti potrebbero risultare laboriosi e scarsamente efficaci. Questo tipo di prodotto rappresenta un'infima parte del mercato della pelliccia, sicché il problema di etichettatura non dovrebbe essere insormontabile* ».

La nostra presa di posizione è stata trasmessa all'UFV il 12 settembre 2012. A tutt'oggi l'UFV non ha riferito sulle prese di posizione comunicate né peraltro fornito informazioni sulla data dell'entrata in vigore dell'ordinanza finalizzata.



Comunicateci i vostri cambiamenti di indirizzo

In caso di invio ad indirizzi inesatti, la posta ci fattura Fr 2.- per rinviare i giornali. In caso di cambiamento di indirizzo, vi invitiamo cortesemente a comunicarci i nuovi dati rinviadoci il tagliando qui appresso o telefonando all'ufficio della Lega.
LSCV, CP 148, 1226 Thônex - T : 022 349 73 37 F : 022 349 19 54 admin@lscv.ch

Cognome :

Nuovo indirizzo

Nome :

Via :

Vecchio indirizzo

N°

Via :

NPA :

N°

Città :

NPA :

Vogliate indicare il vostro indirizzo elettronico se desiderate essere informati delle azioni della Lega. E-mail :

Città :

Merci de nous communiquer vos changements d'adresse

En cas de mauvais adressage, les retours de journaux nous sont facturés Fr 2.- par la poste.

Lors d'un changement d'adresse, merci de nous communiquer vos nouvelles coordonnées en nous renvoyant le bulletin ci-dessous ou en appelant le bureau de la Ligue.

LSCV, CP 148, 1226 Thônex
T:022 349 73 37 F:022 349 19 54 admin@lscv.ch

Nom :

Bitte teilen Sie uns Ihre Adressänderung mit

Bei falschen Adressen verrechnet die Post jeweils Fr. 2.- für die Rücksendung.

Bitte teilen Sie uns bei einer Adressänderung Ihre neuen Koordinaten mit, indem Sie die unten stehenden Angaben ausfüllen oder das Büro der Liga anrufen.

LSCV, Postfach 148, 1226 Thônex
T:022 349 73 37 F:022 349 19 54 admin@lscv.ch

Prénom :

Name :

Ancienne adresse

Vorname :

Rue :

Alte Adresse

N°

Strasse :

NPA :

Nr.:

Localité :

Postleitzahl :

Nouvelle adresse

Ort :

Rue :

Neue Adresse

N°

Strasse :

NPA :

Nr.:

Localité :

Postleitzahl :

Veuillez mentionner votre adresse mail si vous souhaitez être informé des actions de la Ligue. E-mail :

Ort :

Teilen Sie uns auch Ihre E-Mail-Adresse mit, wenn wir Sie über die Aktionen der Liga auf dem Laufenden halten sollen. E-Mail :